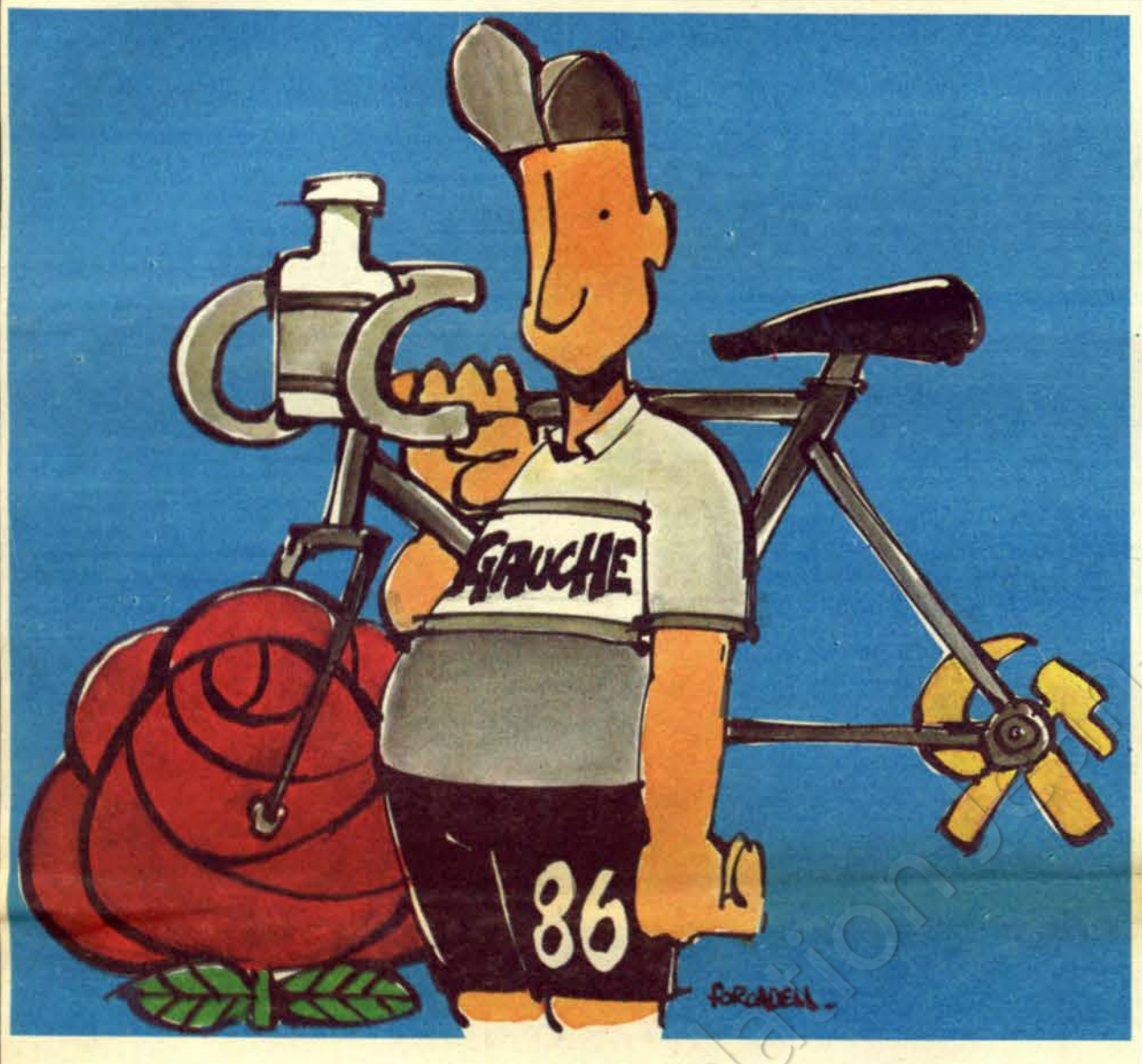
l'unité

M 2805 - N° 566 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 6 juillet 1984



HORIZON 86 : ENCORE ET TOUJOURS "CHANGER LA VIE"

Emploi, libertés, problèmes de vie quotidienne dans les grandes villes, tels sont les domaines sur lesquels le Parti socialiste va désormais plancher.

(page 2)

P.C.F. : CETTE FOIS LES BOUCHES S'OUVRENT

Le débat du Comité central a enfin abordé des sujets tabous et, pour la première fois, ce sont des dirigeants importants qui en font état publiquement

(page 5)

FRANCE-ESPAGNE : MITTERRAND TIRE AU BUT

Interprété comme le feu vert ferme et définitif pour l'entrée de l'Espagne dans la C.e.e., le voyage de Mitterrand à Madrid a comblé les Espagnols de joie. Il était temps : terrorisme basque, camions brûlés, pêcheurs arraisonnés et match gagné empoisonnaient le climat entre les deux voisins

(page 8)

"LA FRANCE C'EST MON PAYS, ON M'RAYERA PAS D'ICI"

Anxieux depuis les municipales de 1983, bouleversés par les assassinats, en toute impunité, d'immigrés – 60 meurtres en 18 mois –, les beurs interpellent la gauche en lui reprochant de cacher son drapeau dans sa poche et se mobilisent contre Le Pen-la-haine

(page 12)



Coll. Fondation Jaurès

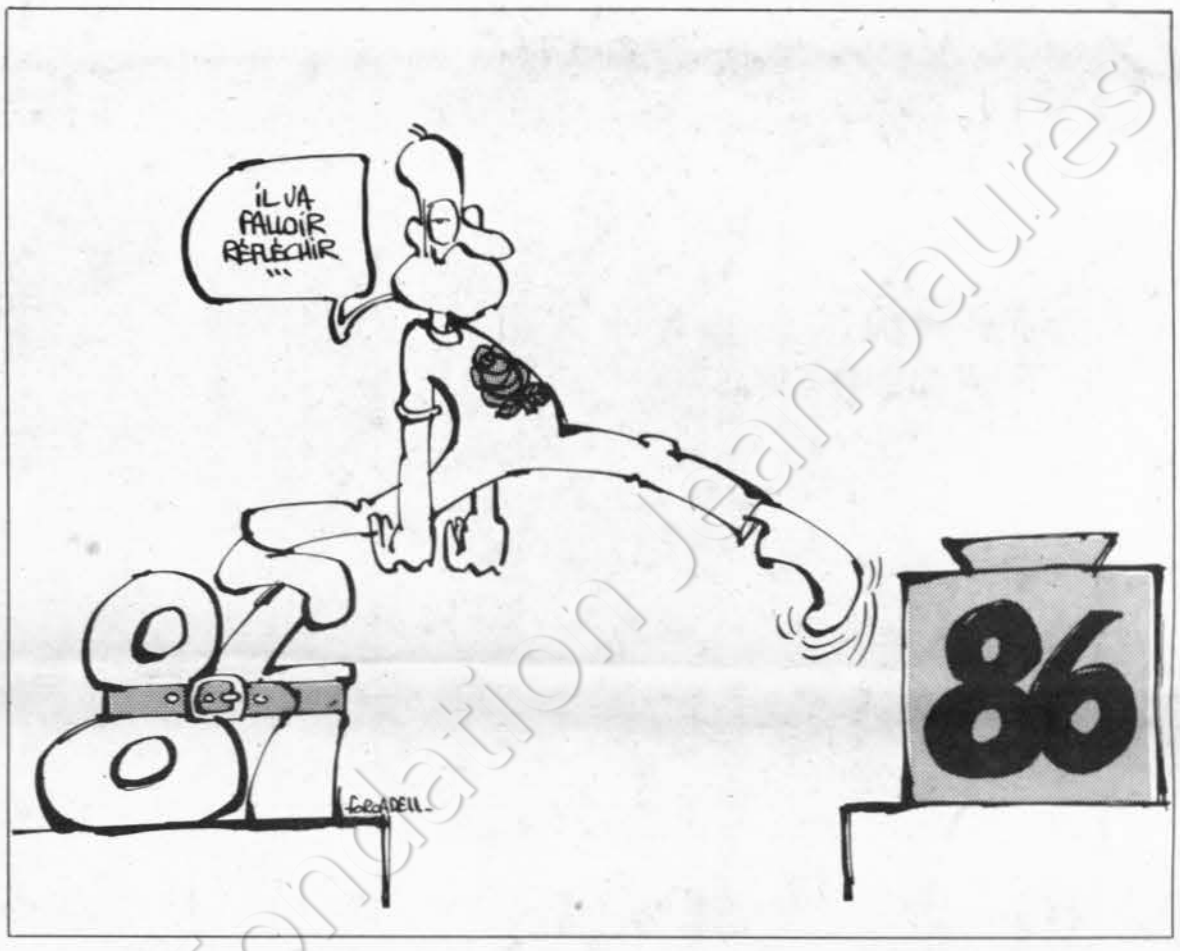
HORIZON 86 : ENCORE ET TOUJOURS "CHANGER LA VIE"

Emploi, libertés, problèmes de vie quotidienne dans les grandes villes, tels sont les domaines sur lesquels le Parti socialiste va désormais plancher afin de proposer aux Français des solutions à ces problèmes qui les obsèdent... à tort ou à raison

PAR CLAUDE ESTIER

LE Comité directeur du Parti socialiste devait siéger samedi et dimanche dernier, à en croire une partie de la presse qui décidément ne renouvelle guère ses clichés, pour « laver son linge sale en famille ». Il n'en a évidemment rien été et c'est pendant deux jours une discussion sérieuse et approfondie, à laquelle ont participé près de quarante orateurs, qui a témoigné à la fois d'une grande lucidité dans l'analyse — « le choc du 17 juin est rude », souligne d'emblée la résolution finale — et d'une volonté commune de tirer toutes les conséquences d'un échec électoral que la droite tente d'exploiter abusivement en bafouant les institutions derrière lesquelles elle s'abritait elle-même lorsqu'elle était au pouvoir.

Lucidité dans l'analyse : tous les intervenants ont montré que si le Parti socialiste avait relativement tenu le choc aux européennes, en regard notamment de l'effondrement du Parti communiste, il n'en enregistrait pas moins un recul sensible bien sûr par rapport au niveau exceptionnel atteint en juin 1981 mais aussi par rapport au score de François Mitterrand au premier tour des élections présidentielles. Même si le taux record d'abstention conduit à relativiser les résultats, il reste que les deux principaux partis de la majorité atteignent à peine ensemble le tiers des suffrages exprimés, l'abstention ayant elle-même une signification politique qui concerne sans doute autant le P.s. que le P.c.f.



Sans pour autant voter pour la droite, des millions d'électrices et d'électeurs qui avaient fait confiance à la gauche en 1981 sont cette fois restés chez eux comme beaucoup d'entre eux l'avaient d'ailleurs déjà fait au premier tour des élections municipales de mars 1983. Il s'agissait alors d'un premier avertissement en partie corrigé au second tour. Le 17 juin, l'avertissement a été sans appel. Il est urgent d'en comprendre toute la signification.

A cet égard, le Comité directeur a mis en lumière toute une série d'éléments qui avaient été jusqu'ici un peu occultés, les précédents débats ayant surtout porté sur la politique économique et sociale. Certes, celle-ci n'a pas été, loin de là, absente

LA RESOLUTION FINALE

Voici le texte intégral de la résolution finale du Comité directeur, adoptée à l'unanimité moins vingt-sept abstentions.

17 juin 1984 : le choc est rude — les socialistes se sont réunis pour comprendre et réagir. De l'avis général, la campagne menée autour du premier secrétaire, Lionel Jospin, a été bonne : une campagne dynamique, entraînant l'ensemble du Parti, une campagne pour l'Europe, puisqu'il s'agissait de l'Assemblée européenne.

Au plus dur de l'effort courageux mené par le gouvernement et la majorité pour surmonter la crise, les circonstances étaient difficiles : le Parti socialiste obtient un résultat comparable à celui des élections européennes de 1979. Mais il est en recul par rapport au résultat de François Mitterrand au premier tour des présidentielles de 1981 ; et la baisse globale de la gauche est fort importante.

La plupart des voix qui ont manqué à la gauche, et notamment au Parti communiste, sont allées à l'abstention — le phénomène observé aux cantonales de 1982 et au premier tour des municipales de 1983 s'est amplifié. Cette démobilisation renouvelée et accentuée pose un très sérieux problème : le mouvement d'ensemble, favorable à la droite, a fait le jeu de l'extrême droite, d'autant que la crise entraîne un certain désarroi dans l'électorat, notamment dans l'électorat populaire. Les thèses complaisamment développées par les chefs de la droite et leurs clubs ont ouvert la voie à Le Pen. Pour ces élections européennes, la droite n'a pas parlé de l'Europe ; une seule chose l'obsède : prendre une revanche sur la gauche.

L'Europe débloquée

Or, voilà que l'Europe est débloquée : après des mois de patientes et habiles négociations, le président Mitterrand a obtenu l'accord des Dix sur l'ensemble des contentieux qui paralysaient l'Europe depuis si longtemps. Les conditions sont ainsi créées pour donner à l'Europe un souffle neuf qui lui permette d'aborder une nouvelle phase de sa construction et développer des politiques novatrices communes (sociale, industrielle, technologique, culturelle).

Et, dans le même temps, c'est avec une grande autorité que le président français a pu se rendre à Moscou et débattre des relations franco-soviétiques, de l'état des rapports Est-Ouest, de la sécurité en Europe, mais aussi, au cœur même du système soviétique, devant les dirigeants de l'U.r.s.s., plaider la cause des Droits de l'homme, symbolisée par les époux Sakharov et exprimer sa préoccupation quant à la situation créée en Afghanistan par l'occupation des troupes soviétiques. Cela nous change des ambiguïtés et des petites habiletés de la faiblesse qui caractérisait la diplomatie française précédente. L'efficacité d'aujourd'hui est au service de nos idéaux, et en premier lieu des Droits de l'homme.

Dans l'ordre économique aussi, les résultats sont là. La politique engagée par les décisions de juillet 1982 et de mars 1983, commence, de l'avis de tous les observateurs, à porter ses fruits, en particulier dans ces domaines majeurs que sont les prix, l'équilibre des échanges extérieurs et l'équilibre de la Sécurité sociale.

Et cela, bien que la situation économique mondiale continue d'être très inquiétante. Certes, dans certains pays, principalement les Etats-Unis, la croissance reste, en 1984, soutenue.

Mais cette croissance elle-même s'organise sur la stagnation des autres économies. Le niveau très élevé des taux d'intérêt américains nuit à la reprise en Europe et a des conséquences dramatiques dans le tiers monde. L'endettement de ces pays constitue aujourd'hui pour le Parti socialiste un sujet de préoccupation majeur.

La politique américaine a aussi des conséquences en Europe et notamment en France, où le niveau des taux d'intérêt reste trop élevé, ce qui freine la reprise de l'activité. En matière d'inflation, la décélération régulière des prix depuis plusieurs trimestres permet maintenant d'espérer ramener à brève échéance la France au niveau des taux d'inflation de ses voisins. Contrairement à la situation qui a prévalu au cours des dernières décennies, l'écart d'inflation avec nos voisins se réduit progressivement.

S'agissant du commerce extérieur, les difficultés que nous avons connues au premier trimestre 1984 ne doivent pas être sous-estimées. Toutefois, l'objectif annoncé au mois de mars 1983 et qui prévoyait un rétablissement des comptes extérieurs en deux ans n'est pas remis en cause. Tous les éléments dont on peut disposer donnent à penser que le commerce extérieur pourrait être durablement équilibré à partir du début de l'année 1985. Enfin, l'équilibre retrouvé de la Sécurité sociale l'a été sans mise en cause du système de protection sociale auquel les Français sont légitimement attachés.

D'autres indications favorables au redressement de notre économie peuvent être relevées, notamment les anticipations d'investissement qui permettent d'espérer un net redressement en 1984.

Il faut poursuivre cette politique, mais rappelons-en ici avec netteté la finalité : la croissance pour l'emploi et la modernisation. Comment admettre qu'au moment où les marges des entreprises se reconstituent, aucun effort ne soit sensible sur l'emploi ? Il y aurait un grand risque à ce que la politique d'assainissement mise en œuvre par la gauche soit ressentie comme conduisant simplement à accroître les bénéfices des entreprises et non à élargir en même temps les possibilités d'emploi.

L'effort de modernisation qui a été entrepris constitue le seul

Fondation Jean-Jaurès

de la discussion mais elle n'a pas donné lieu aux vives controverses auxquelles on avait assisté il y a quelques mois, avant et aussi après le Congrès de Bourg-en-Bresse. Même si Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et leurs amis continuent à réclamer un changement de cap économique, la politique de rigueur à laquelle on a attaché le nom de Jacques Delors — lequel l'a défendue dans une longue intervention d'une grande cohérence — n'a été, dans son principe, remise en cause par personne et beaucoup ont souligné qu'il serait absurde de l'abandonner au moment où elle commence à porter ses fruits ainsi qu'en témoignent les derniers indices. Mais cette politique conduit en même temps, comme cela était d'ailleurs prévisible, à une aggravation préoccupante du chômage et c'est sur ce point



Le Comité directeur observant une minute de silence à la mémoire de Jean Pronteau.



Lionel Jospin.



Jacques Delors et Jean Poperen.



Laurent Fabius.

que le Comité directeur a demandé avec insistance au gouvernement de faire porter l'effort prioritaire dans les prochains mois, notamment en dégageant de nouveaux moyens dans le cadre du budget de 1985.

La raison du vote pour Le Pen

Effort prioritaire mais non exclusif car nombre d'intervenants, tels Marcel Debarge ou Rodolphe Pesce, ont montré, exemples à l'appui, que l'un des principaux motifs de désaffection d'un grand nombre d'électeurs de gauche, comme aussi la raison majeure du vote pour Le Pen dans certains quartiers de grandes villes et de banlieues populaires tenaient à des problèmes de vie quotidienne qui touchent à l'insécurité, aux conditions de logement, à la coexistence entre communautés ethniques différentes, etc.

Le tableau brossé à ce sujet par Véronique Neiertz de la vie dans les grands ensembles de la Seine-Saint-Denis, autrefois

(suite en page 4)

moyen de garantir, en restaurant la compétitivité, l'emploi à moyen terme. Cependant, à court terme, la question de la contribution du patronat à cet effort national, des contreparties aux sacrifices consentis par les salariés n'a pas reçu de réponse vraiment satisfaisante.

Engagements tenus

Le monde du travail a besoin de savoir quels moyens vont être mis en œuvre pour stabiliser, puis inverser la courbe du chômage. Pour le Parti socialiste, la réduction de la durée du travail, dans le plein respect des droits sociaux et syndicaux, et définie de façon concertée au niveau des entreprises, le développement des mesures visant à réduire les cumuls emploi-retraite, les procédures de préretraites, et les stages de formation font partie de ces moyens. Cependant, ces mécanismes ne sauraient suffire : l'effort qui est en voie d'être réalisé pour obtenir la baisse des prélèvements obligatoires demandée par le président de la République ne peut être laissé à l'écart de l'action nécessaire pour l'emploi. La marge de manœuvre ainsi dégagée autorise des allègements d'impôts dont une partie importante devrait servir de levier en faveur de l'emploi.

Il ne saurait être question, quand les résultats attendus commencent à apparaître, de remettre en cause l'effort de modernisation, de désinflation et de rééquilibrage des comptes extérieurs, mais toutes les actions compatibles avec ces objectifs doivent être entreprises pour améliorer la situation du marché du travail.

Nos engagements, vis-à-vis des Françaises et des Français, sont progressivement et pour une bonne part tenus. Il nous faut le faire savoir avec plus de force, en évitant de nous égarer hors des voies les plus simples, les plus directes, qui parlent aux gens. Mais il est en même temps impératif que le gouvernement se donne davantage dans un certain nombre de secteurs les moyens nécessaires à l'application de la politique pour laquelle la majorité a été portée au pouvoir. Il faut obtenir, notamment dans des entreprises nationalisées comme dans le service public, que ceux qui occupent des postes de responsabilité aient le souci d'appliquer la politique démocratiquement décidée. Il s'agit tout simplement du respect de la règle républicaine. La fermeté démocratique est une garantie de la liberté.

Nous avons, nous, les socialistes, élargi les espaces de liberté ; et nos adversaires ont beaucoup d'impudence qui se parent des couleurs de la liberté alors qu'ils ont voté contre toutes ces libertés nouvelles : l'abolition des lois qui portaient atteinte aux libertés, les radios locales, les libertés des communes (les lois de décentralisation), les mesures en faveur des droits des femmes : remboursement de l'I.v.g., égalité professionnelle, les libertés à l'entreprise (les lois Auroux, et plus de libertés individuelles (ce qu'on appelle lois Badinter).

Quant à cette école privée, dont les dirigeants disent qu'elle serait étouffée, jamais elle n'a reçu autant de crédits publics ! La liberté inscrite dans la loi doit être protégée dans la vie quotidienne, et d'abord de ceux qui, déjà, vivent dans les conditions matérielles difficiles des grandes concentrations urbaines de nos métropoles et surtout de leurs banlieues.

Les socialistes estiment prioritaire d'améliorer la qualité de la vie dans les grandes villes et surtout dans leurs banlieues, souvent déshumanisées. Des actions importantes relevant avant tout de l'emploi, mais aussi du logement, de l'urbanisme, de l'école... s'appuyant sur les habitants, leurs associations, les syndicats, ont été engagées et doivent être fortement développées ; il faut aussi y lutter pour la sécurité des habitants, alliant prévention et rigueur, comme l'a déclaré le président de la République, pour « apaiser l'inquiétude des Français ».

Il convient d'améliorer l'harmonie entre les diverses communautés ethniques et culturelles. La présence de minorités immigrées pose des problèmes dans de nombreuses villes. Ce n'est pas en les ignorant que nous les résoudrons. Des pouvoirs et des moyens importants ont été donnés aux élus grâce à la décentralisation : nous devons les inciter, par des actions concernant l'urbanisme, l'aménagement urbain, la politique locale du logement, à éviter la formation ou le développement des ghettos. Il nous faut hâter l'insertion de la population étrangère et de la génération issue de l'immigration. Dans le même temps, le gouvernement doit disposer de tous les moyens pour lutter contre l'immigration clandestine sous toutes ses formes.

Le message des socialistes

Une politique de réforme, de changement, telle que la nôtre, ne saurait être menée comme une simple gestion de l'acquis. Elle doit être portée par un élan idéologique, au lieu que, le plus souvent, nous essayions de justifier ce que nous avons entrepris, ce que nous réalisons.

Nous ne donnerons pas de coup d'arrêt à la poussée de l'extrême droite, avec les graves menaces qu'elle porte aujourd'hui, si nous ne reprenons pas une lutte offensive contre le retour en force de l'idéologie de la droite, repeinte aux couleurs modernes, telle qu'elle est élaborée dans ses clubs.

Le comité directeur propose au Parti d'engager en son sein la discussion pour propositions au pays sur trois questions fondamentales :

— l'emploi ;

— les libertés ;

— les problèmes de la vie dans les grandes villes.

Sur les libertés, une convention nationale sera suivie d'une campagne pour rendre juges nos concitoyens. Le Bureau exécutif adoptera un calendrier d'élaboration, selon les méthodes habituellement pratiquées dans notre formation, du programme que nous présenterons au pays aux élections législatives de 1986.

A l'occasion de la campagne européenne, le Parti s'est mobilisé : il a cherché à améliorer son organisation à la fois pour accélérer la communication interne entre la direction nationale et les directions fédérales et pour être plus efficace dans notre manière de nous adresser à la population.

Coller à l'actualité, utiliser un langage simple et toucher très largement autour de nous, sont les objectifs des actions que nous entreprenons.

Dès le mois de septembre, une campagne sur l'école au moment de la rentrée scolaire, puis une campagne de rentrée politique et d'appel à se rassembler autour du P.s., seront engagées.

La préparation de ces deux campagnes durant l'été s'effectuera avec le concours des directions fédérales. Au début du mois d'octobre, la direction du Parti et les premiers secrétaires fédéraux se réuniront en séminaire et travailleront notamment sur le programme d'action et d'organisation pour que, dans chaque commune, dans chaque quartier, les citoyens reçoivent le message des socialistes.

(suite de la page 3)

fiefs communistes et où l'extrême droite a atteint le 17 juin des pourcentages inattendus, a été repris et complété par plusieurs autres orateurs. De même, beaucoup se sont, avec Pierre Joxe, demandé comment le P.s. avait pu s'y prendre, à propos du débat sur l'école notamment, pour laisser retourner contre lui le thème des libertés, alors même que la droite qui l'exploite aujourd'hui bruyamment a voté systématiquement contre toutes les lois de libéralisation adoptées depuis trois ans et dont la résolution finale rappelle la liste éloquente.

Emploi, libertés, problèmes de la vie dans les grandes villes, tels sont bien les trois grands domaines sur lesquels Lionel Jospin, en conclusion d'une intervention qui n'a voulu esquiver aucune difficulté, a demandé que le Parti socialiste engage en son sein une discussion afin d'être en mesure de présenter rapidement des propositions au pays. Propositions qui pourraient s'inscrire dans le travail programmatique dont le président du groupe parlementaire et le Premier secrétaire ont souhaité qu'il soit bientôt mis en chantier en vue de l'échéance décisive de 1986.

Haine et sectarisme

Sur tous ces points, le Comité directeur de septembre reviendra plus concrètement. Mais le débat du dernier week-end, au cours duquel la situation résultant des élections du 17 juin et de la manifestation du 24 n'a été « ni dramatisée, ni banalisée », a confirmé que les socialistes ont parfaitement conscience que c'est à eux que revient le rôle principal pour recréer à gauche une dynamique propre à entraîner à nouveau les hésitants. A ce sujet, le Comité directeur a été unanime pour considérer que cette dynamique ne naîtrait pas d'une quelconque combinaison politicienne en direction d'un « centre » qui n'existe toujours pas, mais d'une action résolue répondant concrètement à l'attente de cette partie de l'opinion qui ne souhaite nullement le retour au pouvoir d'une droite qui donne aujourd'hui le triste spectacle de sa haine et de son sectarisme.

une voix dans le choeur, par Pierre Carrier

« ILS ne font pas dans la dentelle. » J'écoutais quelques amis parler de la droite, des petites ou grandes phrases de ses leaders. D'accord, elles ne passeront pas à l'Histoire ; Bernard Pons, jaloux d'un Poniatowski ou d'un Madelin, montre qu'il a quelques difficultés à se glisser dans un moule gaullien ! A défaut d'être précis, mesuré, « responsable » comme l'on dit, lui et les siens ont choisi l'outrance, la caricature. Et, ne voulant répondre aux vrais problèmes qui se posent à la France, les voici qui jouent sur les sentiments les plus archaïques.

Or, malgré son outrance, son décalage avec la réalité, cette propagande porte. Etrange été. Il y a, comme chaque année, les retrouvailles avec les jours plus longs, la décontraction due à la proximité des vacances, à une plus grande souplesse des vêtements. Pourtant mes retrouvailles avec des amis de province, ces vraies ou fausses parties de campagne dans des jardins de plus ou moins grande banlieue, dans ces maisons de campagne qui furent une mode et qui parfois deviennent une charge ont changé de ton. A gauche, quoi que l'on en dise, on ne se sent pas tout à fait, en cet été 1984, « en vacances ».

Les souvenirs, les enfants, le sport, le métier ne suffisent plus à remplir les conversations. Une inquiétude sourde est présente. Questions sur le poids, le sens, l'avenir du pourcentage atteint par Le Pen. Questions sur l'efficacité de la propagande des partis de droite à propos des libertés, de la sécurité. Questions sur les problèmes du P.c., sur l'efficacité du gouvernement, sur le rôle du P.s. Questions à n'en plus finir avec un étrange passage du nous au vous, reflet d'une difficulté d'identification. Attente aussi. De jours meilleurs, de certitudes plus fortes, de raisons d'enthousiasme. Etrange été où mes amis semblent avoir perdu, non pas le goût de la lutte, mais quelques règles du jeu.

Parfois, avec humour ils ressortent en guise de cadeau de vieux titres « Que faire ? ». Sans oublier le point d'interrogation. Certains ont des réponses. Trop de réponses disent les autres. Les calmes disent « patience ». Les impatients « changeons ». Parfois ils parlent de logique institutionnelle, à d'autres moments de la crise. Non, rajoute le voisin « des crises ».

Etrange été, avec une droite qui semble avoir marqué des points. Et une gauche qui ne se sent pas moins forte, mais comme paralysée. Parmi tous nos handicaps, peut-être n'avons-nous pas pris garde à une évidence. Le peu d'intérêt que la droite porte aux détails, ses gros sabots, son catastrophisme sont adaptés — eh oui — à la situation, aux assurances, aux certitudes recherchées par une population lors des périodes de crise ; et surtout adaptés au plus puissant des médias de l'heure : la télévision.

Avant, l'information, quels que soient son volume, sa qualité, les commentaires qui l'entouraient, passait par le crible d'un choix. Celui d'un journal. Il avait une « étiquette », une couleur. Ils faisaient dit-on, l'opinion. Aujourd'hui la télévision précède ce choix. Quel que soit le quotidien du lendemain les journaux de 20 heures « informent » dit-on. En moins de deux minutes, l'image pesant autant que le mot, voilà une opinion qui se forme. Non pas à partir d'un raisonnement mais d'un sentiment.

Un exemple : avant, lorsqu'elle était au pouvoir, la droite, pour parler de la crise, avait une réponse. simple, partielle, partiale. « La crise c'est les autres ». C'est-à-dire l'étranger, là où nous n'avons que fort peu de pouvoir. Et, pour parler d'économie elle avait mis au point un langage « météorologique ».

Puis, cette droite ayant perdu le pouvoir a du changer d'explication. Elle en a trouvé une tout aussi sommaire : « La crise ! C'est les socialistes. » Peu importe la justesse du trait. Face aux petits écrans, les Français entendent depuis trois ans la même chose. Et nous, que disons-nous sur « la crise » ? Bien sûr il faut parler de son archéologue, de la stagflation des années soixante-dix, des problèmes de rentabilité du capital, de ses aspects financiers, du rôle du dollar, des chocs pétroliers. Puis du Sud. Des technologies nouvelles, de l'effort industriel nécessaire, du rôle de l'Europe, de l'attitude du patronat, des aspects conjoncturels et structurels — reprenez votre souffle —, de nos projets, des grands équilibres, de la dette — il y a longtemps que la minute est passée et ce n'est jamais la même phrase qui a été retenue.

Bien sûr c'est nous qui avons raison « d'expliquer ». Bien sûr un peuple majeur est un peuple qui sait, qui peut choisir, tracer son avenir à partir d'un présent décodé. Bien sûr qu'il nous faut sans cesse rappeler d'où l'on vient. Tout cela nous le savons. Pourtant nos explications n'ont pas l'efficacité des provocations de la droite. Certes, il faut du temps pour qu'un raisonnement vienne à bout d'un sentiment. Question : aurons-nous assez de temps ?

Nous avons refusé le schématique, l'enfantin. Nous n'employons pas la technique du bouc émissaire. Le café du Commerce et ses discussions, très peu pour nous ! D'accord, « eux » l'ont fait. Avec un succès certain. Nous savons tous que nous ne ferons pas comme « eux », que, par dignité morale, nous conduirons notre combat autrement. « Comment » dit l'un d'entre nous. « J'ai usé ma salive à tenter d'expliquer certaines de nos lois. Et visiblement ça ne suffit pas. » Parmi nous il y avait un rêveur. C'est précieux un rêveur. « Peut-être faut-il parler « en avant », parler de demain nous glissa-t-il. Jusqu'au 10 mai nous avons dit « Changer la vie ». Soyons sérieux, la grande masse des gens a compris changer de vie. Ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Et, depuis, nous parlons au jour le jour. Sur un indice, un texte de loi, un succès, un échec. Nous sommes sérieux comme des papes. Et, regardez-vous, écoutez-vous, passablement ennuyeux. Comment voulez-vous que l'électorat suive ?

Il n'y avait plus que lui qui parlait. Classique. C'est le seul qui arrive à nous faire taire. « Peut-être devrions-nous cesser de tout vouloir expliquer. De toute manière nous n'y parvenons pas. Peut-être devrions-nous prendre comme axe la vie des gens. Leur proposer quelques changements, les conduire avec eux. Peut-être faudrait-il tout en veillant à l'emploi — ne laissons pas se défaire notre société — réexaminer les valeurs qui sont notre fonds commun. Et trouver le moyen d'y intéresser la jeunesse. Après tout l'homme ne vit pas que de pain. »

Ce soir-là certains d'entre nous se sont mis à rêver. D'accord être plus efficaces. Sûr, être moins divergeants. Evident, cesser de mettre en avant nos propres doutes. Puis, savoir, à nouveau, parler au cœur des gens. Pour éviter que la droite qui parle aux tripes ne fasse cavalier seul. Pas évident ? Peut-être. Mais si l'on s'y met tous on trouvera bien le moyen. On s'y met ? Tous ?

FAISONS UN REVE

Pendant
que la droite
monopolise la parole
en s'adressant
aux tripes pourquoi
ne pas retrouver
le langage du coeur ?





Michel Rocard, Michel de la Fournière et Louis Le Pensec.

Pierre Bérégovoy et Christian Goux.



Jean-Pierre Chevènement.

Cette action du Parti socialisme n'est évidemment pas totalement dissociable de celle du gouvernement. Mais le Comité directeur a montré qu'il n'entend ni se substituer au pouvoir exécutif, ni s'en remettre passivement à lui. Si, par exemple, l'éventualité d'un prochain remaniement gouvernemental a été évoquée par certains intervenants, aucun n'a contesté qu'une telle décision appartient au président de la République et à lui seul. En revanche, le rôle du Parti socialiste, comme d'ailleurs François Mitterrand le lui a rappelé la semaine dernière, est d'avancer des propositions concrètes, répondant aux exigences exprimées par les Français. Comme il est aussi — Jean Poperen a insisté avec raison sur ce point — de reprendre l'offensive sur le terrain idéologique qui a été un peu trop abandonné depuis trois ans à la droite et à ses clubs.

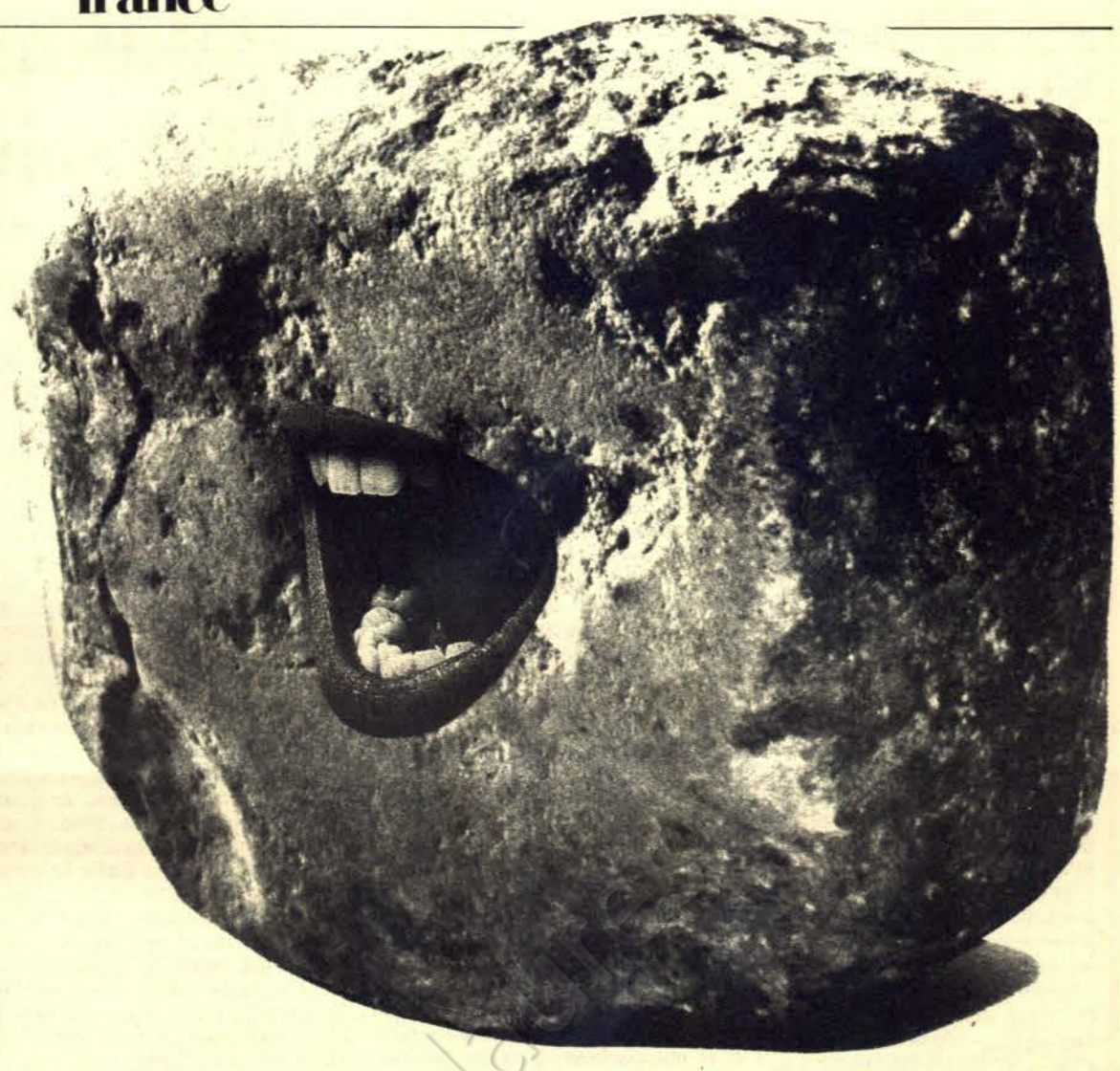
C'est tout cela qui est sorti du Comité directeur : en aucune façon l'image de militants en proie au désarroi mais celle d'un grand parti qui vient à nouveau de démontrer sa capacité de mobilisation à l'occasion de la campagne de Lionel Jospin et qui reste décidé à faire face en gardant en lui-même la volonté de vaincre. ●

P.C.F. : CETTE FOIS, LES BOUCHES S'OUVRENT



Gamma

Georges Marchais, Pierre Juquin et René Andrieu au Comité central.





Gamma

Alessandro Natta, nouveau secrétaire général du P.c.i. avec Marcel Rigout à Rome.

Le débat du Comité central a enfin abordé des sujets tabous et, pour la première fois, ce sont des dirigeants importants qui en font état publiquement

PAR ANTOINE VIOLET

« L'HUMANITÉ » n'a publié aucun compte rendu des débats du comité central qui ont suivi, la semaine dernière, le rapport présenté par Claude Poperen au nom du Bureau politique. Mais, contrairement à l'habitude, des indiscrétions ont filtré sur la teneur de ces débats, la plus notable étant celle commise par un dirigeant du P.c.f. lui-même, et non des moindres, puisqu'il s'agit du ministre Marcel Rigout.

Devant les journalistes qui se trouvaient avec lui à Rome à l'occasion du voyage du Premier ministre, le ministre de la Formation professionnelle s'est laissé aller à des confidences qui, pour avoir été démenties à son retour à Paris, n'en permettent pas moins — car les journalistes les ont bel et bien entendues — de mesurer l'ampleur de la discussion engagée dès maintenant à la direction du Parti communiste. Discussion que « l'Humanité » elle-même ne peut plus dissimuler. Lundi, par exemple, toute une page était consacrée à une série de mises au point concernant les propos de Marcel Rigout, ceux de Charles Fiterman et d'Anicet Le Pors, avec, en outre, une réponse à un article du « Matin » et une précision sur le rôle de « l'Humanité » elle-même. La lecture de ces textes suffit à démontrer qu'il se passe effectivement quelque chose au P.c.f., bien au-delà de ce qu'a retenu la résolution finale du Comité central et de ce qu'a affirmé Georges Marchais à la télévision avant de partir en vacances en Roumanie.

Disons tout de suite que notre intention n'est pas d'intervenir dans ce débat, ni de nous en mêler en quoi que ce soit. Mais on comprendra, comme l'a dit Lionel Jospin, que nous le suivions avec intérêt car, effectivement, c'est un débat qui intéresse l'ensemble de la gauche.

Charles Fiterman a dénoncé, dans une déclaration publiée dimanche dernier, l'« écœurante chasse à l'homme » dont serait l'objet Georges Marchais « de la part de nos adversaires de classe ». On comprend cette solidarité de la part du chef de file des ministres communistes, qui a été longtemps le collaborateur du secrétaire général, et dont on dit qu'il pourrait être appelé à lui succéder. Mais le problème est-il ainsi bien posé ?

Peut-on vraiment soutenir que ce sont les « adversaires de classe » du P.c.f. qui souhaitent le départ de Georges Marchais ? Et n'est-ce pas plutôt dans les rangs du Parti et jusque dans ceux de sa direction que cette question est désormais sous-jacente ? Au demeurant, dans la mesure où Georges Marchais, candidat à l'élection présidentielle en 1981, a réduit le score électoral des communistes à 15 % et que Georges Marchais, tête de liste aux élections européennes du 17 juin, a encore fait reculer ce score à 11 %, il n'est pas étonnant qu'il apparaisse aux yeux d'un certain nombre de ses camarades, pour reprendre l'expression — démentie — de Marcel Rigout, comme « l'Homme de l'échec ». Mais, en l'occurrence, ce serait faire preuve d'une très courte vue que de ramener à une simple affaire de personne le problème qui se pose aujourd'hui au P.c.f.

D'abord parce que, même si les médias ont largement contribué au cours des dernières années à « personnaliser » l'image du Parti communiste sous les traits de Georges Marchais, celui-ci a toujours été l'interprète de décisions prises collectivement par la direction. Ensuite parce que, après l'effondrement électoral qu'il vient de subir, ce n'est pas seulement en remplaçant son actuel secrétaire général par un autre que le P.c.f. pourra espérer renverser la tendance, mais bien au terme d'une « révolution culturelle » — autre image employée par Marcel Rigout — qui lui permettra de savoir pourquoi il n'a pas été capable de s'adapter à l'évolution que la société française a connue depuis un quart de siècle.

N'en déplaise à « l'Humanité », d'ailleurs critiquée par un intellectuel communiste aussi connu que Daniel Karlin, membre de la Haute Autorité de la Communication audiovisuelle, cette « révolution culturelle » a déjà commencé, si l'on en croit le compte rendu, que publie cette semaine non pas un journal « d'adversaires de classe » mais le propre hebdomadaire du P.c.f. « Révolution », d'une discussion qui s'est déroulée huit heures durant, le 22 juin, au sein du Comité fédéral de Meurthe-et-Moselle. En voici quelques extraits :

— Alain Amicabile (premier secrétaire de la fédération) : « Nous sommes au seuil de la disparition du Parti si un sursaut n'est pas opéré, et qui ne peut venir d'un appel à faire face dans l'adversité. »

— Pour Philippe Méot, de Nancy : « Nous n'offrons aujourd'hui ni la perspective d'acquis immédiats, ni une perspective de société. »

— Pour Alain Amicabile : « La fonction du P.c.f., c'est la lutte pour la liberté, et nous ne sommes pas crédibles sur ce qui est le fondement même du Parti. »

— Patrice Fort estime que, pour les jeunes, « nous sommes le parti du Goulag, de l'Afghanistan et des fraudes ». D'autres parlent de la Pologne, du Boeing sud-Coréen ou de Sakharov : « Nous n'abordons pas ces questions d'après ce que nous voulons pour la France mais, souvent, nous défendons les thèses qui viennent des pays du socialisme existant. »

— Richard Mathieu, de Pompey : « Nous voulons le socialisme démocratique et nous donnons l'image d'un parti inféodé à Moscou. »

— Selon Fabrice Lacher, « il faut couper définitivement le cordon qui nous lie à ces pays. »

— Jean-Paul Monguel : « Etre plus clairs sur les pays socialistes, c'est retrouver le contact avec notre peuple sur la question des libertés dans notre pays ».

Encore une fois, il ne s'agit pas d'inventions malveillantes mais de propos réellement tenus dans une réunion officielle du Parti et publiés sans précaution particulière dans l'un de ses principaux organes. Il n'est pas exagéré d'imaginer, même si rien n'en a ouvertement transpiré, que les mêmes thèmes, en même temps d'ailleurs que celui de la participation au gouvernement, ont nourri un certain nombre d'interventions au Comité central. Nous ne nous amuserons pas à essayer de savoir si les « conservateurs » l'ont provisoirement emporté sur ceux que l'on appelle les « rénovateurs » ou encore les « Italiens ». Mais puisqu'il est à nouveau fait appel à la formule fameuse de Maurice Thorez : « Que les bouches s'ouvrent ! » On ne risque guère de se tromper en pensant que, cette fois, elles vont s'ouvrir. ●

Fonds Jean-Jaurès

Politique au fil des jours

JUSTICE : VIDER OU CHANGER LES PRISONS...

Les dirigeants de l'opposition, qui n'ont jamais manqué une occasion de vanter les mérites de la politique musclée de Margaret Thatcher, paraissent subitement moins à l'aise pour commenter la décision du gouvernement britannique de libérer lundi 2 000 détenus. Pourquoi Léon Brittan, ministre de l'Intérieur de la Dame de fer, s'est-il résolu à cette solution ? Pour cause de surpeuplement des prisons d'Angleterre et du Pays de Galles : elles hébergent 45 000 prisonniers pour 40 000 places. Un taux de suroccupation largement dépassé en France où l'on dénombre près de 41 000 détenus, dont 21 000 prévenus, pour environ 30 000 places.

Si Robert Badinter se déclare préoccupé par cette situation et la promiscuité dangereuse qui en découle — les prisons de Pontoise et de Montpellier, par exemple, sont occupées à près de 300 % — le ministère de la Justice n'entend pourtant pas prendre exemple sur les Britanniques. Rien ne l'autoriserait. La Chancellerie se soucie plutôt, par la mise en œuvre des peines de substitution comme le travail d'intérêt général et les jours-amendes, de limiter le nombre des entrées en prison. Une alternative déjà en vigueur dans nombre d'autres pays. Ses effets commencent à se faire sentir, mais encore faiblement.

Vérité au-delà du Channel, erreur en deçà. Du moins pour une droite portée sur l'opposition systématique et dont les attaques contre Badinter, après l'amnistie d'août 1981, qui avait remis en liberté 1 437 détenus, frisaient l'hystérie.

Cette attitude, qui consiste à faire deux poids et deux mesures, n'a pas surpris le garde des Sceaux. Lors des journées d'étude de l'Institut de criminologie, le 14 juin, il déclarait, en faisant allusion au projet du gouvernement britannique de libérer ces 2 000 détenus : « Ce que l'on qualifie de mesures humanistes ou généreuses de la part de gouvernements conservateurs ou dans les pays anglo-saxons est taxé par l'opposition de laxisme ou de permissivité quand elles sont le fait d'un gouvernement de gauche. » Il se trouve néanmoins, à droite, des personnalités honnêtes pour saluer le courage et le bien-fondé de la politique poursuivie par Badinter depuis bientôt trois ans.

Parmi celles-ci, Hélène Dorlhac mérite un coup de chapeau. Aujourd'hui médecin, elle fut nommée par Giscard d'Estaing, en juin 1974, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire. Un poste créé pour la circonstance et qui disparaîtra deux ans plus tard lorsque sa détentrice sera remerciée. Le témoignage de cette expérience dans laquelle elle s'était engagée corps et âme vient d'être publié par Hélène Dorlhac sous forme d'un livre « Changer la prison » (Plon).

A sa lecture, on ressent les difficultés croissantes et bientôt insurmontables de cette femme à qui Giscard fit appel pour mettre en œuvre des réformes bien vite oubliées par ce président changeant. La montée de l'idéologie sécuritaire ne pouvait se conjuguer avec une politique pénitentiaire faisant toute sa place à la dignité et à la réinsertion de l'homme, fût-il condamné et détenu.

« Il y a d'une part écrit Hélène Dorlhac, le délit ou le crime avec sa sanction qui est l'affaire des juges, et d'autre part la façon dont cette sanction — l'emprisonnement le plus souvent — va être appliquée. Va-t-on donner à celui-ci un simple aspect de châtiment : privation de liberté accompagnée de brimades sur le corps et l'esprit ? Cette finalité peut satisfaire ceux qui souhaitent ne voir jouer à la prison que son rôle immédiat de protection de la société, en isolant l'individu dangereux. Si l'on réfléchit à plus long terme, ne serait-il pas plus utile de donner aussi à la prison un aspect thérapeutique : traiter le délinquant pour éviter d'en faire un récidiviste encore plus dangereux le jour où il sera rendu à la société ? » On l'aura compris, l'auteur penche pour la seconde approche. En quoi elle rejoint les conceptions de Badinter et se distingue de ceux qui, à droite, font de la répression une panacée.

Le vibrant plaidoyer d'Hélène Dorlhac, qui s'ouvre sur le récit des dramatiques mutineries de l'été 1974, fait toute sa place aux droits des détenus (droit à la dignité, droit à une formation, au travail, à la santé...) et autres mesures propres à assurer la mission curative de la prison. Toujours, derrière la spécialiste du monde pénitentiaire perce l'humanité du médecin. On ne s'étonnera pas non plus des coups de chapeau donnés à l'actuel garde des Sceaux, en particulier pour l'abolition de la peine de mort, que résume ce constat : « Notre justice a trouvé une nouvelle dimension, à la hauteur des ambitions de la France, pays des Droits de l'homme. »

Consciente, de par son expérience, que l'incarcération systématique n'est pas une réponse appropriée à la petite délinquance, Hélène Dorlhac dénonce l'exploitation politique scandaleuse de l'insécurité par la droite et l'extrême droite. Son cri courageux, véritable manifestation de lucidité, mérite d'être salué. Surtout venant d'un ancien ministre de Giscard.

PAUL LEDUC

APOCALYPSE

On peut aussi gagner avec de bons indices

Belle unanimité l'autre jour à l'Assemblée nationale. En approuvant, mercredi 29 juin, le projet de loi sur le développement de l'initiative économique — un des axes essentiels de la politique économique du gouvernement, puisqu'il en constitue le « volet offensif » — les députés ont avoué sereinement qu'ils n'avaient, au fond, pas de gros différends économiques. Des communistes au R.p.r. ! En même temps, les députés de l'opposition se sont mis en état de mentir chaque fois qu'ils crieraient à la dégradation apocalyptique de notre économie.

Quant à l'apocalypse économique dont nous serions ménacés, parlons-en. L'Insee qui n'est partisan de personne estime que l'inflation sera jugulée en 1985 avec un taux de 5,2 % contre 6,5 % cette année. Le déficit commercial sera ramené à 25 milliards en 1984, donc au-dessous de l'objectif d'équilibre envisagé, du fait d'une hausse du dollar à 8,45-8,50, en moyenne, cette année. Selon les mêmes sources, toujours, nous dégagerions un excédent de 11,5 milliards en 1985. Les charges financières des entreprises se ralentiront encore, après une augmentation de 6,7 % en 1983 et de 12 % en 1982. Enfin la croissance de notre économie serait de 2 % en 1986.

Pour Jacques Delors, « le gouvernement aura effacé en trois ans de rigueur sept années de laxisme du pouvoir précédent ». En particulier, les comptes des entreprises seront alors dans une situation aussi luxuriante qu'avant le premier choc pétrolier de 1973. Deux observations. D'abord il faut convenir que redresser une situation aussi grave que celle de 1981 (14 % d'inflation), en si peu de temps et dans un tel climat de haine antigouvernementale, relève de la prouesse. Une prouesse que des journaux comme le très sérieux « Financial Times » ne manque pas de saluer. Enfin, nous sommes dans une situation qui serait cocasse si elle n'était pas dramatique. Ce gouvernement est en train de se faire battre par une rengaine sans rapport aucun avec la réalité : ce discours imbécile qui l'accuse de plonger la France dans une situation catastrophique alors que sa politique sociale est exemplaire et que sa politique économique donne des résultats jamais vus depuis 1972. La désinformation est un art qu'il faut savoir apprécier. Sur le terrain économique comme sur celui de la liberté, la droite vient de nous donner deux preuves éclatantes de sa maîtrise de cet art.

S.G.

A.f.p.



Hélène Dorlhac, alors secrétaire d'Etat à la Condition pénitentiaire visitant des prisonniers.

CORSE

Appel à la paix civile

Dix mille personnes fin mai dans les rues de Bastia, plus de vingt mille samedi dans celles d'Ajaccio : telle est la réponse apportée par les Corses, à l'appel de l'association pour la Corse française et républicaine (C.f.r.), à la violence et aux thèses séparatistes. Le succès incontestable de cette mobilisation contraste avec les 1 200 manifestants qui avaient défilé le 23 mai à Ajaccio pour appuyer les militants du F.l.n.c. emprisonnés.

Gaston Defferre s'est rendu lundi dans l'île où il a confirmé que l'élection de la nouvelle Assemblée de Corse aura lieu le 12 août. Relevant que les partisans de l'indépendance ne représentent qu'un « petit nombre isolé et marginalisé », le ministre de l'Intérieur a saisi l'occasion pour lancer un appel à la paix civile en Corse. « La quasi-unanimité des Corses, a-t-il déclaré, quels que soient leurs opinions, leurs sentiments, leurs différences, peuvent se retrouver dans la volonté commune de lutter contre la violence, pour exercer pleinement leurs compétences nouvelles et favoriser l'essor de leur île au sein de la République. »

Defferre a pu également faire état du bilan spectaculaire de Robert Broussard, envoyé sur place en janvier 1983 comme commissaire de la République délégué à la police (voir « l'Unité » n° 563). Baisse spectaculaire (58 %) du nombre des attentats en dix-huit mois et progression du nombre des terroristes arrêtés n'ont pas peu contribué à la restauration progressive, toujours fragile, de la confiance. La fermeté des pouvoirs publics a conduit aussi à dissoudre le F.l.n.c. et sa vitrine légale, la C.c.n. Le ministre a clairement annoncé que d'autres organismes connaî-

CREUSOT-LOIRE : VOUS AVEZ DIT EXEMPLAIRE ?

L'affaire Creusot-Loire symbolise remarquablement le conflit de conceptions industrielles qui oppose le gouvernement au patronat. Du point de vue de la rationalité financière, c'est la position de Didier Pineau-Valencienne : il réclame trois milliards à l'Etat mais sans devoir, en retour, lui rendre de comptes sur sa gestion. Celle des pouvoirs publics est d'estimer que l'Etat n'est pas une tirelire patronale alimentée par les contribuables mais un apporteur de capitaux aussi digne de considération qu'un actionnaire privé.

Qu'on se souvienne seulement des levées de boucliers lorsque le gouvernement utilisait les deniers publics pour sauver des emplois en rachetant des entreprises, comme P.u.k., dont personne ne voulait plus. Dans ce cas précis, Laurent Fabius a été clair, que les créanciers se retournent vers la maison mère, Schneider, qui n'a pas voulu prendre ses responsabilités vis-à-vis de sa filiale.

Du point de vue industriel, si les choses ne se sont pas très bien passées pour Creusot-Loire ces dernières années c'est, bien sûr, de la faute de l'Etat qui, dans les années soixante, a empêché la sidérurgie de licencier ou de mener la politique de prix qui lui aurait permis de moderniser ses installations ! Pour Laurent Fabius comme pour Roland Dumas, ce sera aux tribunaux d'apprécier la responsabilité de ceux qui, à la suite de certains choix industriels, ont conduit l'entreprise au dépôt de bilan.

Selon Paul Marchelli, le président de la C.g.c., peu soupçonnable de sympathie envers la gauche, le p.-d.g. du groupe assume dans cette affaire « une responsabilité qui relève du pénal ». En tout état de cause le ministère de l'Industrie et de la Recherche a mis sur pied une cellule de crise chargée de sauver, dans Creusot-Loire, tout ce qui peut l'être, notamment en trouvant des « repreneurs ».

Le dernier aspect des divergences d'attitudes à signaler entre le patronat et le gouvernement mérite d'être médité dans la perspective d'élections à venir. Pour les pouvoirs publics un règlement social en faveur des salariés et des sous-traitants, comportant notamment le minimum de suppressions d'emplois, doit être prioritaire. Didier Pineau-Valencienne s'est cantonné à une espèce de chantage aux licenciements pour obtenir l'argent qu'il exigeait de l'Etat. De son côté, Yvon Chotard, vice-président du C.n.p.f., estime que le règlement judiciaire de Creusot-Loire est une « péripétie normale dans une économie de type libéral ». Il ajoute que, si « la même affaire s'était déroulée aux Etats-Unis, elle n'aurait pas fait un événement national ».

On peut aisément imaginer ce qui se passerait en France s'il n'y avait pas un gouvernement de gauche pour tempérer les ardeurs libérales de ces gens-là. Face à une politique de droite essentiellement en faveur des intérêts patronaux, le gouvernement a choisi de défendre une politique favorable aux entreprises, tout en sachant que ce qui est favorable aux entreprises sert les intérêts de ceux qui travaillent dans ces entreprises et dont l'exemple de Creusot-Loire montre une fois de plus que la droite et un certain patronat n'ont vraiment que faire.

STEPHEN GERE

traient le même sort s'ils menacent la paix civile.

Père de la décentralisation, Defferre, très à l'aise, s'est enfin attaché à dresser le bilan incontestablement positif du statut particulier. Il a souligné que la dissolution de l'Assemblée de Corse élue en août 1982 ne tenait qu'à « l'absence de majorité stable et déterminée en son sein pour conduire les affaires de la Corse ». L'adoption par les sénateurs et les députés d'une nouvelle loi électorale portant à 5 % des voix le seuil nécessaire pour qu'une liste soit représentée dans la future assemblée devrait suffire à lever les difficultés passées. En tout état de cause, le statut particulier est devenu pour l'île une réalité incontournable dont la mise en œuvre sera poursuivie. Le ministre a également rappelé la volonté du gouvernement de moraliser la vie publique dans l'île, en particulier en poursuivant la lutte contre la fraude électorale.

Face aux élus corses de tous bords, qui ont unanimement applaudi son intervention, Defferre a fait la démonstration que le gouvernement n'a pas à rougir de ce qu'il a fait dans l'île depuis trois ans. Un atout qui pourrait se révéler payant lors des élections d'août.

PAUL LEDUC

COUVERTURE SOCIALE
Pas touche à la Sécu

Va-t-on vers un système de protection sociale à deux vitesses, comme on l'a laissé entendre l'autre jour à la suite de propos qu'aurait tenus Jacques Delors devant les députés socialistes ? En d'autres termes, va-t-on broder des jours dans la couverture sociale ? Rien n'est moins sûr. Le président de la République a annoncé à la fin de l'an dernier qu'il entendait baisser de un point les prélèvements obligatoires en 1985. Mais comme lesdits prélèvements ont tendance à prendre un point par an, il faudra, en fait, les réduire de deux points par rapport à leur tendance « normale ». Et deux points, cela fait, en gros, 80 milliards d'économies à trouver. Or, dans les prélèvements obligatoires il y a plusieurs choses. Les prélèvements fiscaux (impôt sur le revenu, T.v.a...), qui alimentent le budget de l'Etat, sont stables depuis plusieurs années. En revanche, les prélèvements sociaux et la fiscalité locale ne cessent de croître.

Premier argument, il n'est pas question de faire supporter aux quelque 850 milliards du budget de l'Etat la responsabilité de l'accroissement continu des comptes sociaux (1 040 milliards environ). D'où l'idée de rechercher ces 80 milliards d'économies à parité ici et là. Autre argument, si l'on supprime le 1 % d'augmentation de cotisation de Sécurité sociale, il est normal que cela s'impute dans les bugdets sociaux qu'il sert actuellement à alimenter.

Il est donc vraisemblable qu'il va falloir freiner les dépenses sociales et même trouver des économies de ce côté, à condition toutefois de ne pas laisser se créer des poches de pauvreté.

C'était, selon Jacques Delors, le sens de son intervention de l'autre jour : si en faire un peu plus pour les plus défavorisés constitue un système à deux vitesses alors c'est un système positif.

Pour ce qui concerne le ralentissement des dépenses, une mesure prise par Pierre Bérégovoy s'est révélée extrêmement positive, il s'agit du forfait hospitalier. Ces 21 francs par jour laissés à la charge de la personne hospitalisée ont eu pour effet d'accroître la responsabilité des patients sans toutefois constituer un préjudice pour la protection sociale.

De toute façon, il va falloir trouver les 80 milliards d'économies, transformables en réduction d'impôts, réclamés par le président. Le grand argentier s'y emploie et c'est son rôle. En attendant que les arbitrages soient rendus, Pierre Bérégovoy a tenu à rassurer, on ne toucherait pas aux prélèvements obligatoires. Le débat est donc clos.

S.G.

Donnant, donnant

L'alliance F.o-C.g.c.-C.f.t.c. avec le C.n.p.f. a joué à plein lors de la constitution des présidences de caisses à la Sécurité sociale. On connaît maintenant les chiffres. Les syndicats dits réformistes obtiennent la direction de presque toutes les caisses départementales et régionales de la Caf (Caisse d'allocations familiales) et des Caisses primaires d'assurances maladie (C.p.a.m). Eloquent.

La C.g.t., qui venait en tête lors des élections d'octobre, obtient la présidence de deux malheureuses caisses primaires, celles de la Creuse et de la Guyane. La C.f.d.t. deuxième centrale française dans les entreprises obtient zéro ! En revanche le C.n.p.f. se taille la part du lion en enlevant 48 présidences d'Urssaf sur 71. Conséquence : le patronat s'accapare la plus grosse part des présidences des organismes chargés de collecter les cotisations... auprès des employeurs.

On n'est jamais si bien servi que par soi-même. Donnant, donnant. C'est à ce prix que F.o. prend 83 C.p.a.m. et que la C.f.t.c. et la C.g.c. qui viennent pourtant derrière la C.f.d.t. en empochent respectivement quinze et dix-neuf.

La première centrale française, la C.g.t., qui venait en tête dans quatorze régions, n'obtient aucune présidence de caisses régionales. Schéma identique pour les caisses nationales où l'alliance a joué à plein. La C.n.a.m. va à F.o., la C.n.a.f. à la C.f.t.c., la C.n.a.v. (vacances) à la C.g.c. et l'U.c.a.n.s.s (Union des caisses nationales de Sécurité sociale) au C.n.p.f. Fermez le ban, le fromage a été bien réparti même si la démocratie n'y reconnaît pas les siens...

C. J.

« Femmes et libertés »

Le Journal de la Ligue des droits de l'Homme « Hommes et libertés » consacre un numéro spécial au thème « Femmes et libertés ». Cette initiative a été prise à l'occasion du troisième anniversaire de la création en France du premier ministère des Droits de la Femme. Ce numéro spécial fait appel à des femmes et à des hommes qui peuvent tous témoigner de leurs engagements dans la défense des droits de la femme. On y trouve notamment un entretien avec François Mitterrand, un portrait d'Yvette Roudy, des articles de Simone Rozès, présidente de la Cour de Cassation, Benoîte Groult, Simone de Beauvoir, des articles sur la situation des femmes à l'étranger, sur l'image de la femme et des bandes dessinées de Claire Brétécher. On peut se procurer ce journal, contre 20 F, auprès de la Ligue des droits de l'Homme, Hommes et libertés, 27, rue Jean Dolent 75014 Paris.

SENAT : SANCTUAIRE DE LA DROITE ET VIEUX DEMONS

Le Sénat se souvient peut-être qu'il y a cinquante ans il fut le tombeur de Léon Blum
Mais sa manœuvre d'aujourd'hui ne peut que le discréditer

« Nous sommes dans une véritable situation révolutionnaire. » Quoi ? Vous ne l'aviez pas remarqué ? Heureusement Bernard Pons veille. Avec une outrance verbale et une mauvaise foi sans borne au service des insinuations les plus sournoises et de la désinformation la plus complète.

L'origine de cette « situation révolutionnaire » ? Une proposition du Sénat, ce sanctuaire du conservatisme, sur le projet de loi Savary. « Si, comme je le crois, l'Assemblée nationale utilise un artifice de procédure pour rejeter la proposition de résolution du Sénat, plus rien ne sera comme avant et nous sortirons de la légalité », vocifère Pons qui, dans la foulée, accuse le gouvernement et le président de la République de « forfaiture contre la France. »





Regroupés autour de Charles Pasqua (R.p.r.), une cinquantaine de sénateurs de droite ont signé un texte visant à soumettre à référendum le projet de loi sur l'enseignement privé. Ils fondent leur démarche sur l'article 11 de la Constitution qui stipule que le président de la République peut soumettre à référendum, sur proposition du gouvernement ou sur proposition conjointe des deux assemblées, tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics. Pour le gouvernement et les socialistes la loi Savary n'entre absolument pas dans ce cadre.

En conséquence, cette initiative sénatoriale sera repoussée par les députés, comme le suppose Bernard Pons. En quoi le gouvernement et la majorité basculent-ils dans l'illégalité ? Les mécanismes constitutionnels et institutionnels jouent de la manière la plus régulière. Et la manœuvre du Sénat ne pouvait qu'être vouée à l'échec.

Car, en fait, il s'agit bien d'une « manœuvre de retardement », un « véritable détournement du droit » pour Roland Dumas. L'objectif est simple : répandre une agitation alarmiste visant à remettre en cause la légitimité et la légalité du pouvoir. Les moyens ? L'obstruction parlementaire incessante et excessive, au risque de dévoyer le débat parlementaire. Une technique déjà bien rôdée par l'oppositon cet hiver et reprise depuis lundi à l'occasion de l'examen du projet de loi sur la presse, au Palais-Bourbon, où une poignée de députés U.d.f. et R.p.r., Toubon, Madelin et d'Aubert notamment, multiplient les artifices procéduriers pour entraver le déroulement normal de la discussion.

Au Sénat, c'est Charles Pasqua, qui mène le bal avec ses gros sabots. Réputée pour sa modération et sa sérénité à laquelle son président Alain Poher se prétend si attaché, la Haute Assemblée se radicalise donc elle aussi, au risque de se discréditer totalement, et devient le centre de lancement de nouvelles attaques politiques.



Bernard Pons, Alain Poher et Charles Pasqua, vus par Bellenger.

Reste le problème de fond de toute cette agitation politique créée artificiellement par une droite qui n'a jamais accepté de perdre le pouvoir et dont l'impatience à le reprendre se trouve dopée par les résultats des élections européennes et la manifestation du 24 juin. Lionel Jospin circonscrit avec lucidité la démarche de l'opposition : « La droite cherche à créer dans l'opinion l'idée que nous sommes dans une situation anormale et qui doit donc être changée. Cette tentative ne repose sur rien de sérieux. » Pas même sur les résultats des élections européennes, le Premier secrétaire du P.s. est fort clair à ce sujet : « Personne, dans une démocratie n'a jamais obligé un gouvernement et une majorité à être majoritaires dans des élections intermédiaires. La droite essaie d'ouvrir un dilemme à la majorité actuelle : ou bien vous devez partir ou bien la minorité à l'Assemblée doit avoir un droit de veto. »

La droite devrait faire travailler sa mémoire. En 1977, alors que les municipales avaient démontré qu'elle n'était plus majoritaire dans le pays, elle n'a jamais fait l'objet de la part de la gauche de campagnes mensongères visant à remettre en cause sa légitimité, voire sa légalité. Elle n'a donc aucune raison et aucun droit de se poser en donneuse de leçon. Et de déclarer comme Bernard Pons à Marseille : « Il va donc y avoir, ici et là, des initiatives qui vont sortir de la légalité parce que la majorité est, elle-même, sortie de la légalité. » Propos fallacieux mais relevant aussi d'un « esprit séditieux », selon l'expression de Lionel Jospin.

Le durcissement du ton du secrétaire général du R.p.r. s'explique en partie pour des raisons électoralistes : il faut bien récupérer la frange dure des troupes chiraquiennes passée chez Le Pen. Mais, visiblemet, Pons dépasse les bornes. Ce n'est pas le meilleur moyen d'ouvrir la voie de l'Elysée à Chirac qui, lui, s'efforce depuis quelque temps de réfréner son impatience naturelle et dont on aimerait qu'il exprime publiquement un avis sur de tels propos.

Certes, au R.p.r. les rôles sont bien répartis : Pons, Labbé et Pasqua sont chargés des attaques frontales tandis que Chirac se tient en réserve. Mais à souffler le chaud et le froid ne finit-on pas par se brûler les doigts ?

JEAN-PIERRE BEDEI



Le président de la République accueilli à Madrid par Pierre Guidoni et Felipe Gonzalez.

Sygma

FRANCE-ESPAGNE: MITTERRAND TIRE AU BUT

Interprété comme le feu vert ferme et définitif pour l'entrée de l'Espagne dans la C.e.e., le voyage de Mitterrand à Madrid a comblé les Espagnols de joie. Il était temps : terrorisme basque, camions brûlés, pêcheurs arraisonnés et match gagné empoisonnaient le climat entre les deux voisins

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

(de notre envoyé spécial à Madrid)

UNE fois n'est pas coutume, la presse espagnole est unanime à apprécier positivement les résultats du dernier voyage de François Mitterrand à Madrid. Voyage éclair dont la durée n'est pas proportionnelle aux conséquences politiques implicites qualifiées ici « d'historiques ».

La « nouvelle attitude » française marque sans doute le départ d'une nouvelle phase dans les rapports franco-hispaniques. La visite de Mitterrand, tout de suite après la conclusion du sommet européen de Fontainebleau, a comblé de joie les autorités espagnoles. Ici, on interprète cette visite comme un feu vert ferme et définitif pour l'entrée de l'Espagne dans le Communauté européenne.

Le président français n'était pas venu il est vrai les mains vides. D'une part à son arrivée, François Mitterrand déclara : « Je termine mon mandat de la C.e.e. et je le termine précisément ici. Il s'agit de montrer que nous avons bâti avec les Espagnols un pacte durable. Je continuerai dans le futur à suivre de très près la négociation pour l'entrée de l'Espagne dans la C.e.e. qui me paraît déterminante pour l'avenir du continent. » Les Espagnols sont sensibles à ce geste politique et ils l'ont fait savoir, le président du gouvernement Felipe Gonzalez fit à son tour part de sa reconnaissance envers « la volonté politique de la France ».

D'autre part, certains grands progrès sont aussi visibles en ce qui concerne les problèmes du terrorisme basque. Les accords passés entre les deux pays peuvent aider à fermer le cycle de violence qui ravage le nord de l'Espagne, avec, parfois, de dangereux dérapages au-delà des Pyrénées. Le gouvernement espagnol déploie toute une série de mesures politiques pour obliger l'E.t.a. militaire à négocier une trêve durable. Les seules mesures policières ne suffisent plus et, à Madrid, on insiste sur le dialogue et la négociation.

L'opinion publique espagnole assiste, quelque peu étonnée, à cette brutale amélioration des relations entre les deux pays voisins. Les progrès sensibles enregistrés depuis quatorze mois dans les rapports bilatéraux n'avaient pas trouvé ici d'écho journalistique. Il faut dire que, depuis plus de deux ans, les boucs émissaires d'un certain nombre de problèmes espagnols résidaient à Paris. La « faute à la France » était le leitmotiv préféré de la presse espagnole. La délégation diplomatique française et Pierre Guidoni, ambassadeur à Madrid, ont fait à plusieurs reprises, les frais de rancunes accumulées et avivées périodiquement par les incidents, mineurs ou majeurs, mais très souvent démagogiquement montés en épingle.

Ainsi, depuis les camions espagnols brûlés sur les autoroutes françaises, en passant par l'arraisonnement tragique d'un bateau de pêche espagnol, jusqu'à la récente finale de la Coupe d'Europe de football, tout était bon pour condamner l'attitude française. Surenchère politique ? Certes, mais elle venait se greffer sur une situation vieille de quelques lustres. Aujourd'hui on reconnaît, ici, à Madrid, « les efforts et le courage politique de la France » et du même coup on se félicite de la présence à Madrid de Pierre Guidoni que la presse espagnole considère maintenant comme « le maître d'œuvre du rapprochement franco-hispanique ».

Décidément les rapports de voisinage sont souvent difficiles et le voyage de François Mitterrand aura servi aussi à lever quelques obstacles d'ordre psychologique. Le calendrier pour l'entrée de l'Espagne dans la C.e.e. peut maintenant se dérouler dans un climat beaucoup plus sain. ●



Avec le roi d'Espagne

Gamma

LE WATERGATE RAMPANT DE PIERRE ELLIOTT TRUDEAU

Après avoir occupé le pouvoir pendant seize ans, l'ancien Premier ministre "libéral" laisse à son successeur un pro-Américain convaincu, un héritage empoisonné et des pratiques douteuses

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

FIN d'une époque : Pierre Elliott Trudeau n'est plus Premier ministre du Canada depuis la fin de la semaine dernière. Si l'on excepte un intermède « conservateur » de neuf mois en 1979, le « libéral » Trudeau régnait depuis seize ans sur la fédération canadienne. En démissionnant, le francophone Trudeau a passé le relais à l'anglophone John Turner ; le « french power » va donc cesser de faire la pluie et le beau temps à Ottawa ; place aux affairistes américanophiles de l'Ouest canadien !

Fin d'un homme et d'un mythe : « la « trudeaumanie » des années soixante-dix se solde par un échec. Trudeau n'a pratiquement réalisé aucun des objectifs qu'il s'était fixés. L'après-Trudeau s'annonce difficile pour les Canadiens : flou politique, incertitudes économiques. Trudeau ne donne pas l'impression de sortir de l'Histoire la tête haute. S'il peut s'enorgueillir d'avoir été constamment un adepte des dialogues Est-Ouest et Nord-Sud, s'il a su se donner le visage d'un militant convaincu de la paix, personne n'oubliera la « tache de sang intellectuel » qui est la sienne : en 1981, il a été le seul homme d'Etat occidental à approuver la proclamation de l'Etat de guerre en Pologne ! Il est vrai qu'il avait lui-même instauré la loi des mesures de guerre au Québec en octobre 1970 : un beau matin, toute la Belle province s'était réveillée quadrillée par l'armée et les chars canadiens, des centaines de personnes avaient été arrêtées sans qu'il ait jamais été prouvé qu'elles aient la moindre responsabilité dans l'enlèvement d'un homme d'affaires anglais par les terroristes du Front de libération du Québec.

A l'intérieur du Canada, Trudeau est carrément allé d'échec en échec. En quelques années l'économie du pays est partie en quenouille : 12 % de la population active s'est retrouvée au chômage ; l'alignement de la politique monétaire de Trudeau sur celle de Reagan et l'envolée des taux d'intérêt qui s'en est suivie ont obligé des milliers de petites et moyennes entreprises à déposer leurs bilans ; le Canada, qui était au deuxième rang des pays de l'O.c.d.e. pour le revenu par habitant, a dégringolé à la quatorzième place...

Fils d'un Québécois et d'une Ecossaise, Trudeau avait proclamé son rêve de construire un Canada à sa propre image : « 23 millions de bilingues dans un pays biculturel ». Résultats effectifs de sa politique linguistique : le Québec s'est doté d'une loi qui fait du français la seule langue officielle de la province ; dans les provinces de l'Ouest, les minorités francophones ont été complètement assimilées par la majorité anglophone. Désormais, le bilinguisme est « invendable » : aucun homme politique d'aucune province canadienne n'ose plus le reprendre à son compte...

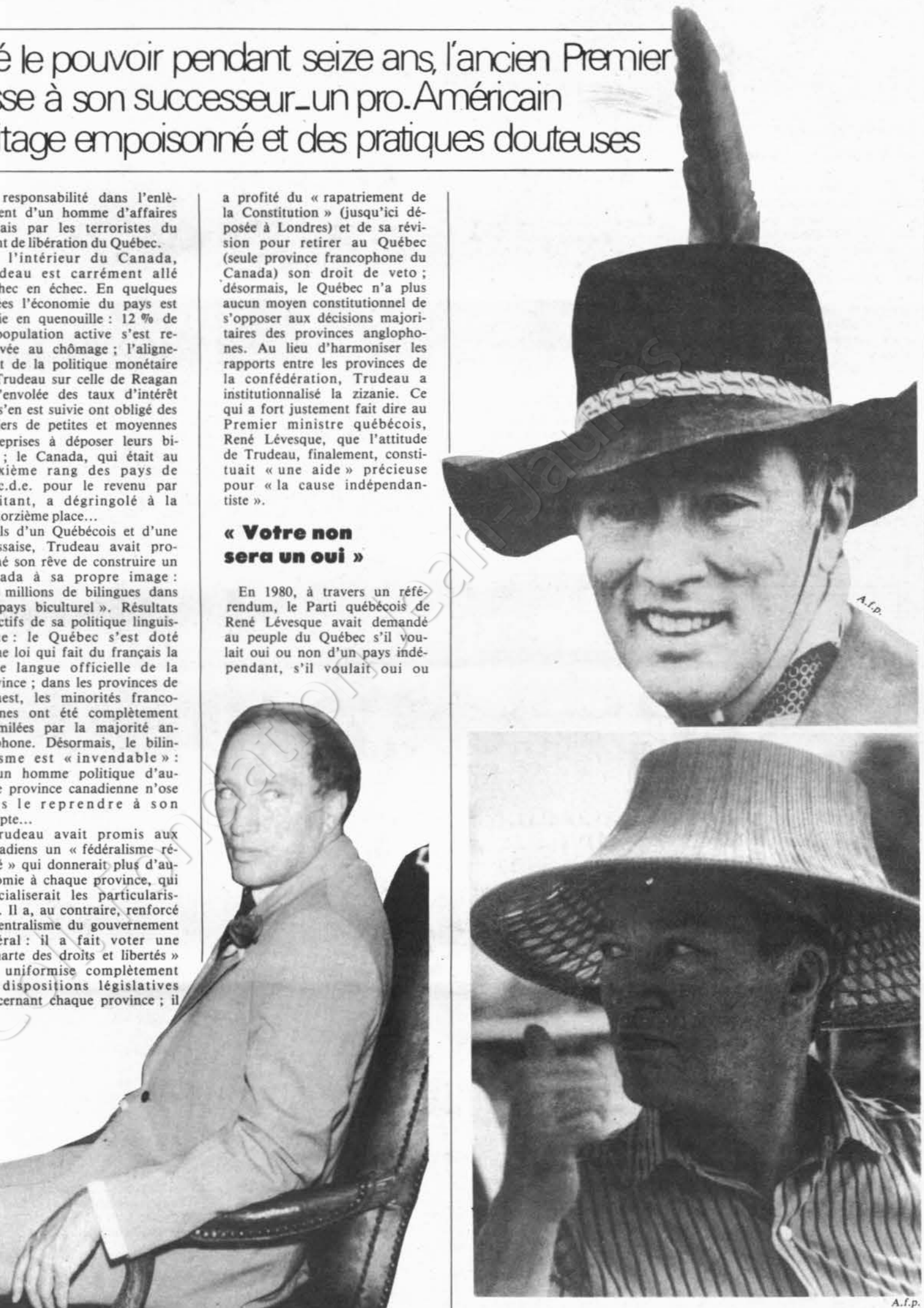
Trudeau avait promis aux Canadiens un « fédéralisme rénové » qui donnerait plus d'autonomie à chaque province, qui officialiserait les particularismes. Il a, au contraire, renforcé le centralisme du gouvernement fédéral : il a fait voter une « charte des droits et libertés » qui uniformise complètement les dispositions législatives concernant chaque province ; il a profité du « rapatriement de la Constitution » (jusqu'ici déposée à Londres) et de sa révision pour retirer au Québec (seule province francophone du Canada) son droit de veto ; désormais, le Québec n'a plus aucun moyen constitutionnel de s'opposer aux décisions majoritaires des provinces anglophones. Au lieu d'harmoniser les rapports entre les provinces de la confédération, Trudeau a institutionnalisé la zizanie. Ce qui a fort justement fait dire au Premier ministre québécois, René Lévesque, que l'attitude de Trudeau, finalement, constituait « une aide » précieuse pour « la cause indépendantiste ».

« Votre non sera un oui »

En 1980, à travers un référendum, le Parti québécois de René Lévesque avait demandé au peuple du Québec s'il voulait oui ou non d'un pays indépendant, s'il voulait oui ou non sortir de la confédération canadienne. Trudeau avait alors jeté tout son poids dans la bataille : « Votre non sera un oui. » Dans le contexte, il fallait comprendre : « Votre non à l'indépendance sera un oui à un fédéralisme rénové. » Les Québécois avaient suivi Trudeau : ils avaient majoritairement voté contre l'option indépendantiste. Aujourd'hui ils attendent toujours le « fédéralisme rénové » annoncé. Ils se sentent floués. Indépendantistes ou non, ils n'ont pas versé une larme pour le départ de Trudeau.

Sur le front québécois Trudeau a essuyé une deuxième défaite : il voulait que ce soit un autre Québécois, Jean Chrétien, qui lui succède au poste de Premier ministre canadien. Le Parti libéral canadien lui a infligé un camouflet en désignant un avocat anglophone lié aux milieux d'affaires : John Turner. On peut d'ores et déjà prévoir que Turner jettera une bonne partie de l'héritage Trudeau aux orties : il a déjà annoncé que certaines entrepri-

(suite en page 10)



A.f.p.

Pierre Elliott Trudeau, (ex-Premier ministre et... amateur de couvre-chefs exotiques).

Sipa-presse

(suite de la page 9)

ses nationales seront vendues au secteur privé ; Air-Canada, Petro-Canada, Canadair et quelques autres sont visées. A ce détail près, qui est extrêmement précis, le programme de Turner est pour le reste très vague : « Justice, progrès, dignité humaine. » Des mots. Rien de concret. On sait seulement qu'il change d'idées comme de chemises : il l'a déjà fait. Bref, les Canadiens ne savent absolument pas où leur Premier ministre veut les conduire.

Blanc bonnet et bonnet blanc

Ils le sauront d'autant moins vite que les élections fédérales auront lieu dans quelques mois : Turner devra alors remettre son titre en jeu. Il aura pour adversaire un conservateur, Brian Mulroney, dont le programme politique est aussi flou que le sien. Chacun s'accorde d'ailleurs à reconnaître qu'au Canada conservateurs et libéraux c'est blanc bonnet et bonnet blanc. Idéologiquement, c'est à qui sera plus pro-américain que l'autre. A ce petit jeu, Mulroney a une longueur d'avance : il est le président canadien de la société minière Iron Ore, filiale d'une multinationale américaine ; à ce titre il a, sur ordre, fermé des mines à Schefferville et des usines à Sept-Iles, vidant ainsi deux villes québécoises de presque toute leur population. S'il bat Turner, Trudeau prendra une claque de plus. Une claque québécoise.

A son successeur définitif, que ce soit Turner, que ce soit Mulroney, Trudeau a laissé un cadeau empoisonné : un projet de loi destiné à créer un service de renseignements intérieur qui échapperait à tout contrôle parlementaire ou judiciaire. Autant dire une police politique « autonome » comme seules les dictatures savent en concocter. Ce n'est pas la première initiative du genre signée par Trudeau. En 1978, il avait essayé, sans succès, de faire voter un projet de loi légalisant l'ouverture de la correspondance privée par la police. Le 18 mai 1983, avec le projet de loi C-157, il entendait rendre véritablement secrètes les opérations d'espionnage intérieur des forces de police, en interdisant de fait à la justice, au Parlement et à la presse d'y mettre leur nez. En décembre 1983, dans son journal « le Cri des hommes », la Fédération internationale des droits de l'homme appréciait ainsi ce texte du gouvernement Trudeau : « Pour les tribunaux, c'est simple. On leur retire le droit d'entendre des causes où sont en jeu des questions de sécurité nationale. Le vol, les entrées par effraction, l'écoute électronique, l'ouverture du courrier, ainsi que tout crime nécessaire pour la bonne conduite d'une enquête, voilà autant de choses que légalise ouvertement et nommément cette loi. »

On aurait pu croire, devant des protestations de cette eau, venues de tous côtés, que Trudea abandonnerait. Au lieu de quoi il a persisté et signé : avec le projet de loi C-9 qui a été présenté le 18 janvier 1984, il entend constituer un « service canadien du renseignement de sécurité » qui ne rendrait de comptes qu'à un inspecteur général et à un comité de surveillance composé de trois à cinq personnes choisies par le gouvernement. Ce service serait seul compétent pour définir son champ d'investigation, seul compétent pour décréter s'il y a ou non « menaces envers la sécurité du Canada ».

Dans son cynisme le projet prévoit que le « service » peut « demander à un juge de décerner un mandat » si « d'autres méthodes d'enquête ont été essayées en vain ». Autrement dit : si l'illégalité ne donne aucun résultat, on peut toujours essayer les méthodes légales ! Une petite phrase revient souvent dans le projet qui en indique clairement l'esprit : « Par dérogation à toute autre règle de droit... »

Révélation de la commission Keable

Le successeur de Trudeau prendra-t-il la responsabilité d'associer son nom à un texte qui légalise le secret et l'arbitraire ? La manœuvre se révèle d'autant plus délicate que l'opinion canadienne a encore en mémoire les révélations de la Commission Keable. Cette commission avait été créée à l'initiative du gouvernement québécois de René Lévesque. Trudeau avait mené une guerre de procédures contre la constitution de cette commission. Il avait perdu devant la Cour suprême du Canada. Après trois ans d'enquête, en 1981, la Commission Keable avait rendu son rapport « sur des opérations policières en territoire québécois ». Opérations montées sous la responsabilité de Trudeau, évidemment. Accablant !

L'introduction du rapport, à elle seule, donne le ton : « Les travaux de la commission ont d'abord porté sur la perquisition illégale effectuée, en 1972, aux locaux de l'Agence de presse libre du Québec par des membres de la Gendarmerie royale du Canada, de la Sûreté du Québec et du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. Ses travaux ont ensuite porté sur diverses opérations accomplies en territoire québécois, du milieu de l'année 1971 jusqu'en 1973, par la Gendarmerie royale du Canada. »

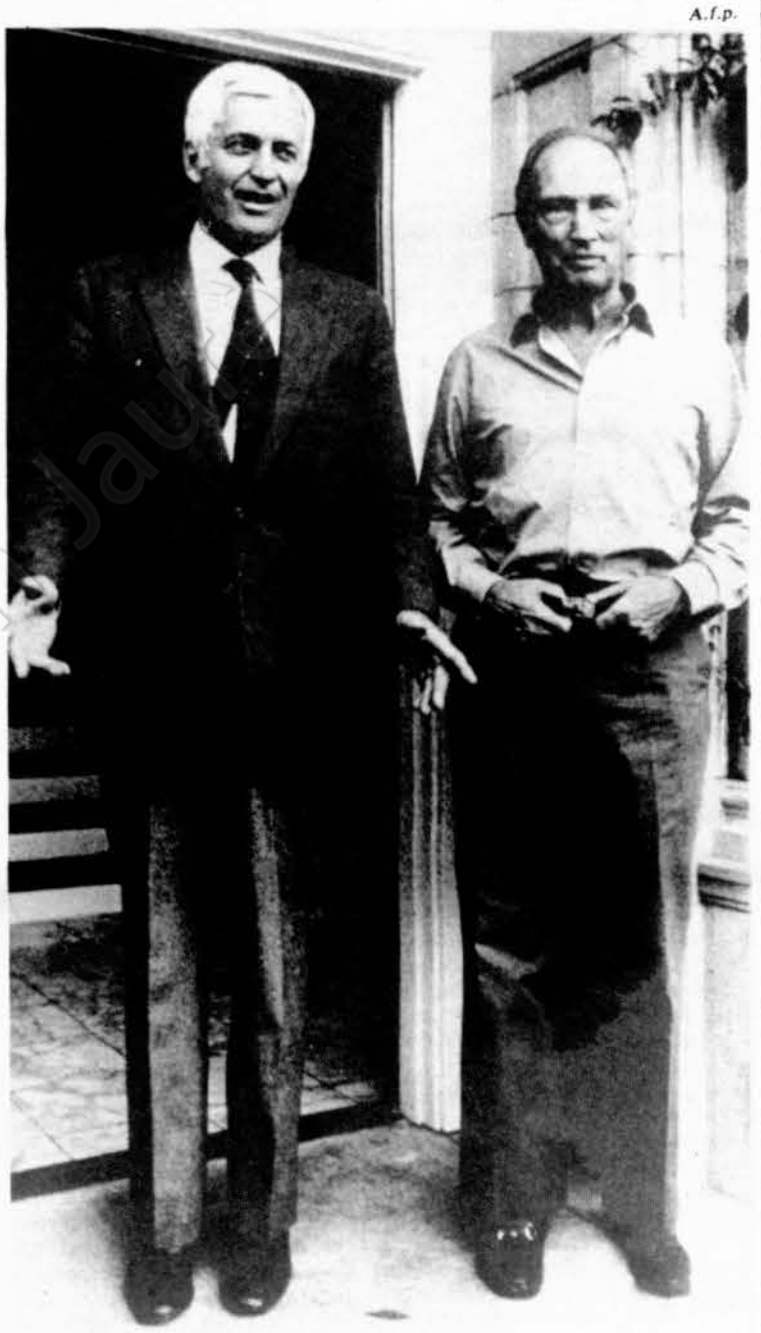
Vol de dynamite, incendie...

Mais qu'ont donc fait, de 1971 à 1973, les flics de Trudeau ? On croit rêver ! Ils ont réussi à faire plus et mieux que les plombiers du Watergate et ceux du « Canard enchaîné » réunis : « Ces opérations, précise le rapport Keable, sont respectivement : un vol de dynamite perpétré à Richelieux Explosives Inc., l'incendie d'une grange située sur le terrain de la commune, « Le Petit Québec libre », l'émission d'un faux communiqué au nom de la cellule « La Minerve » du Front de libération du Québec (F.l.q.), des tentatives de recrutement d'informateurs par des moyens répréhensibles ou illégaux et, enfin, la reproduction illicite de la liste des membres du Parti québécois. »

A la lecture du rapport de la commission on en vient rapidement à comprendre, détails à l'appui, que la police de Trudeau a en fait complètement infiltré, manipulé et utilisé le F.l.q. et ses poseurs de bombes. On a même droit à des détails extravagants : à un moment, en pleine crise d'octobre 1970, les policiers pouvaient savoir où était séquestré l'Anglais enlevé par le F.l.q. ; il leur suffisait de demander des précisions à une de leurs « indics », Mme Devault, qui était très au courant : ils ne l'ont pas fait ! Pourquoi ? Pourquoi ont-ils laissé les bombes exploser alors qu'ils connaissaient le lieu et l'heure des explosions ? Pourquoi certaines bombes ont-elles été posées par des policiers en civil ? Pourquoi la police a-t-elle fabriqué de faux communiqués du F.l.q. ? Parce qu'on lui en a donné l'ordre ! Qui lui a donné l'ordre ? Qui a fait durer volontairement la crise de 1970 ? A qui a profité la « loi des mesures de guerre » ? A Pierre Elliott Trudeau qui s'est dès lors présenté comme l'homme providentiel, indispensable au Canada.

Il aura fallu attendre 1981 pour savoir par quels moyens douteux la « trudeaumanie » avait réussi à s'implanter. Cette révélation faite, Trudeau était politiquement condamné. S'il avait eu du cran et un semblant de respect pour la démocratie, il aurait fait comme Nixon : il serait parti... Trudeau est resté, malgré le scandale qui l'éclaboussait. On comprend mieux ce que le président italien Sandro Pertini a voulu dire quand il a confié à René Lévesque que Trudeau lui avait fait « la plus mauvaise impression ». ●

A.f.p.



John Turner et son prédécesseur.



Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐
* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

par chèque bancaire — par chèque postal
ou virement au C.c.p. « l'Unité » 2 342 35 J PARIS

Date — Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - Ø705.94.39

A31

ouverture début juin 1984

du tronçon Toul – Montigny-le-Roi

TOUL - LANGRES 113

TOUL-TILCHATEL 162

(Dijon)

Péage

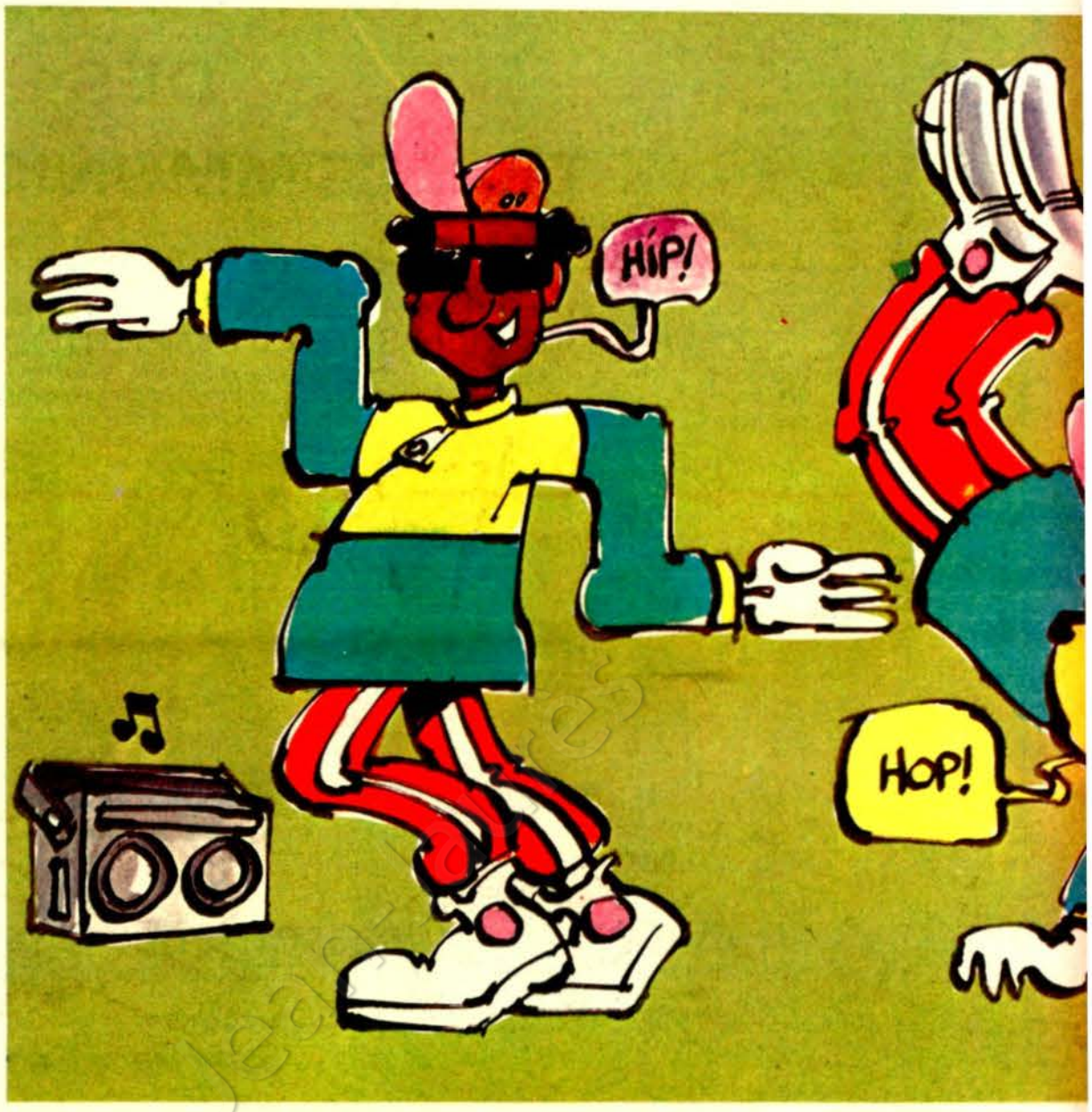
Prenez le temps de rouler sur les autoroutes Paris-Rhin-Rhône

ARVEST conseil | 233-72-30

Coll. Fondation Jean-Jaurès

"LA FRANCE C'EST MON PAYS, ON M'RAYERA PAS D'ICI"

Anxieux depuis les municipales de 1983, bouleversés par les assassinats, en toute impunité, d'immigrés – 60 meurtres en 18 mois –, les beurs interpellent la gauche en lui reprochant de cacher son drapeau dans sa poche et se mobilisent contre Le Pen-la-haine



PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LE score de Le Pen a de quoi les effrayer : plus de deux millions de Français qui ont voté plus ou moins délibérément contre eux, contre une société de métissage, sur le thème semi-camouflé des « Immigrés à la mer ».

Eux ? Ils habitent en France, terre d'accueil. Nés à Aubervilliers, Marseille ou Vénissieux. Ou nés « là-bas » mais grandis ici. Enfants de l'immigration qui refusent d'être considérés comme des immigrés. Parce qu'ils sont bien décidés à rester là.

Inquiets, oui. Mais pas vraiment surpris. « Jamais on n'a tant vu les fascistes dans la rue », dit Medhi. Et Farid Aïchoune, journaliste à « Sans frontière », constate froidement : « Nous, nous avons perdu avec les municipales, en 1983. Mais, ces européennes, c'est une défaite pour la démocratie française. » Ce qu'il qualifie d'affrontement « entre Français » mais qui lui fait peur, « parce qu'il peut permettre toutes les intolérances ».

Première réaction, à chaud, pas question de baisser les bras : « Il faut se battre, organiser des meetings contre le racisme, des galas de soutien, et se structurer. »

Mais, au-delà de cette position unanime, commencent à apparaître des clivages. Parce que le mouvement des jeunes issus de l'immigration, a cessé depuis longtemps de présenter un front uni. Moindre des contradictions, sans doute, celle qui oppose le collectif parisien aux autres.

Un « collectif » considéré par beaucoup comme la rencontre de quelques personnalités plus habituées au jeu politique et plus sensibles aux infiltrations de sous-marins venus de l'extrême gauche. Accusés d'avoir formé « le dernier salon beur où l'on cause », les « Parisiens » se sont coupés, à force de discussions rhétoriques, de la base des associations implantées sur le terrain, dans les cités.

Seconde source de conflit, l'évolution qui est en train de transformer un mouvement de droits civiques en mouvement politique. Evolution logique à partir du moment où la communauté maghrébine prenait conscience de son potentiel électoral, depuis que les jeunes, nés après 1962, donc Français, ont le droit de vote.

Combien sont-ils ? Plusieurs centaines de mille. Combien se sont inscrits sur les listes ? Très peu. Comme toute minorité exclue de la gestion de la société. Et parce qu'un jeune dont ni les parents ni les aînés ne jouissent du droit de vote a bien du mal à dépasser son évidente culpabilité.

Le convaincre de s'inscrire sur les listes électorales est donc la priorité des priorités, pour de nombreuses associations. Avec, en arrière-plan, l'idée qu'en 1986 il pourrait bien y avoir des candidats « beurs ». Histoire de prouver qu'un électorat existe, pas une quantité négligeable, prêt à voter pour « le moins raciste ». L'exemple de Jesse Jackson a dû faire rêver de ce côté de l'Atlantique. Mais certains sont sceptiques : « Croit-on possible de réaliser en deux ans ce que les Noirs américains ont mis plus de trente ans à faire ? » demande Mogniss H. Abdallah, journaliste à l'agence Im'Média. Et il ajoute : « Qu'est-ce qu'un lobby sans pouvoir économique ? »

Pourtant, comment imaginer autre stratégie, alors que, face aux réticences du gouvernement, la revendication du droit de vote pour les immigrés est en train de passer au second plan. Les organisations de jeunes en sont venues à se contenter de ce que l'on appelle le vote des « Français musulmans ». Etrange appellation, alors que sont nombreux ceux qui se revendiquent laïcs et dénoncent tout amalgame entre immigrés, religion et intégrisme. Etrange aussi, parce qu'en sont évidemment exclues les communautés portugaises, espagnoles, yougoslaves...

Sur ce point, sans doute, se situe le plus fondamental point de clivage dans le mouvement. L'heure du repli communautaire a-t-elle sonnée ? La revendication interculturelle était-elle un rêve, beau rêve qui s'effondre au choc de la réalité ?

Réunis pour la première fois depuis la « Marche », les collectifs qui se sont retrouvés à Lyon pour les Assises des jeunes de l'immigration, pendant le week-end de la Pentecôte, ont tenu à se qualifier d'« autonomes ». Autonomes par rapport à quoi ? En tout cas, les non-maghrébins ont été pratiquement exclus.

« L'état de grâce est fini pour nous aussi, on ne peut plus délirer sur l'interculturel. » Farid Aïchoune justifie cette position en expliquant que des conditions objectives la commandent : « La guerre contre le racisme n'est pas un dîner de gala. Reculer d'un pas est nécessaire même si on garde en tête l'objectif d'une société multiculturelle. »

Repli stratégique pour assurer l'avenir, en partie, au cas où la gauche perdrait les élections de 1986. « Des petits fortins sont inévitables. » Fortins ? L'idée de violence n'est pas loin. Risque de dérapage évident aujourd'hui. Face à la violence tant sociale que physique qui leur est faite. Violence armée aussi de la force glanée grâce à la Marche, par ceux qui ne l'ouvraient jamais et qui, brutalement, ont vu qu'ils pouvaient prendre la parole, être écoutés, même s'ils n'ont pas été vraiment entendus.

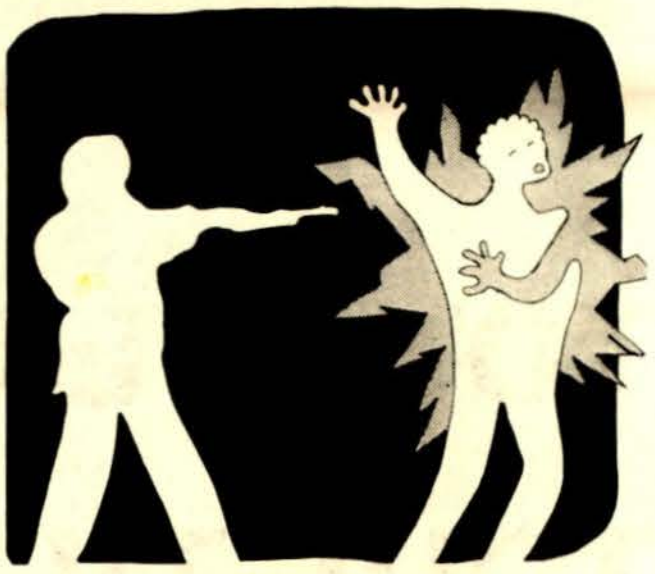
Une évolution qui en inquiète plus d'un dans les rangs de l'immigration. Tous ceux pour qui « l'interférence », mieux que le « droit à la différence », exprime l'essentiel ; un projet-cadeau à une société française trop mûrissante ; un projet porteur parce qu'il est déjà vécu, dans la réalité quotidienne, par des milliers de jeunes, entre zone et banlieue, au ras des pâquerettes. Parce qu'il commence à trouver une expression dans la créativité, des groupes de rock aux poètes.

Dénoncer la banalisation des crimes racistes

« Mais le drame c'est que l'interculturalité n'a, pour l'instant, encore aucune base politique. Et, en cas de repli, elle perd toute chance d'en avoir avant longtemps. »

Mogniss H. Abdallah est égyptien, journaliste, animateur de l'association nationale des familles des victimes de crimes racistes. Et il met l'accent sur l'action sur la justice et la police. En témoignant dans les procès de ceux qui ont tué des jeunes ; pour aider leur fa-

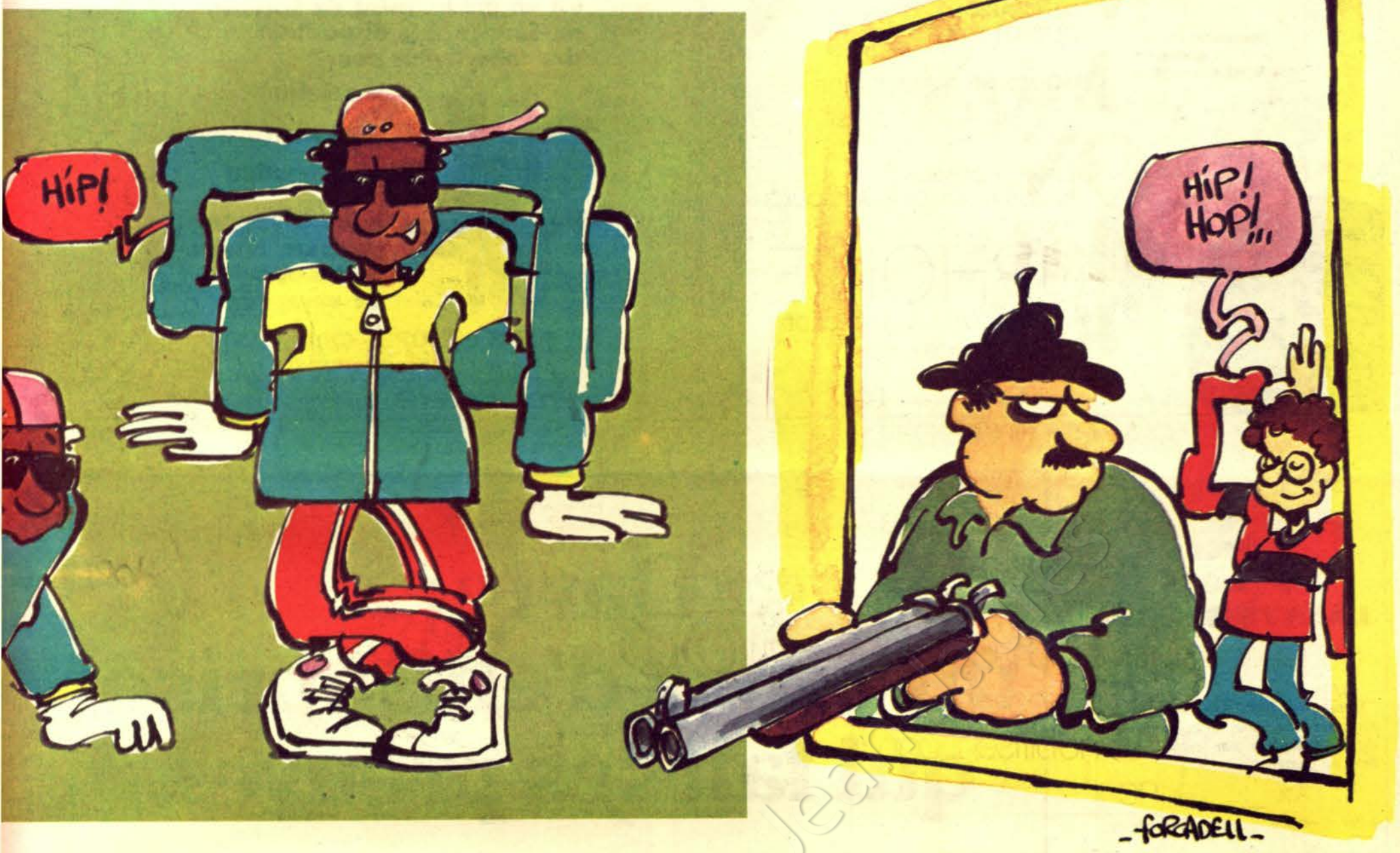
Halte au racisme et au fascisme !



Les jeunes immigrés ne sont pas du gibier !

Pendant l'été, les Beurs ne se mettent pas en veilleuse, au contraire. D'abord un gala de solidarité contre le racisme à Vaulx-en-Velin (salle Ch. Chaplin) le 7 juillet de 20 h à 2 h ; avec du rock, de la musique oranaise de reggae et du full-contact. Ensuite, le 22 juillet, dans le cadre des Fêtes et Forts et de Banlieues 89, Radio-Beur investit le fort d'Aubervilliers de 14 h à 23 h. Avec Djamel Allam, Farid, Boogie, Lounis Lounès, de la musique traditionnelle, du smurf, des expos et des débats, etc.

Et toujours, le disque de Radio-Beur, deux faces en condensé pour résumer la banlieue, le droit à l'égalité. Pas toujours gai, qui s'en étonne ? Mais un blues qui renouvelle sérieusement le rock français (distribué par S.f.p.p., chez tous les bons disquaires.)





Gamma



milles, pour dénoncer la banalisation des crimes racistes. Une soixantaine de meurtres au cours des dix-huit derniers mois, de quoi faire réfléchir, non ? Comme fait réfléchir l'impunité et l'arrogance des assassins.

Exemple, le 29 juin dernier à la cour de Douai, procès d'un mineur accusé d'avoir tué à coups de couteau un Maghrébin de 36 ans, Larbi Seksaf. Il était seul sur le banc. Les membres de la bande qui l'accompagnait, ses complices, étaient simplement cités comme témoins : ils avaient été jugés il y a quelques semaines pour port d'arme et dégradation de matériel. Un mois avec sursis.

Le gouvernement prépare actuellement deux projets de loi, l'un qui permettra aux associations reconnues après l'arrivée de la gauche au pouvoir — donc il y a moins de cinq ans — de se porter partie civile ; l'autre qui réforme la loi de 1972 pour y inscrire des circonstances aggravantes en cas de crimes racistes. Des thèmes sur lesquels l'association des familles de victimes souhaite pouvoir rencontrer le ministre de la Justice et ne plus avoir seulement Georgina Dufoix comme interlocuteur. D'autant que l'automne va voir arriver aux Assises une série de procès.

Ce sont ces thèmes qui ont permis au mouvement des jeunes de l'immigration de se souder. Et les seuls qui, aujourd'hui, fassent encore l'unanimité. Parce qu'ils touchent tout le monde et permettent aussi de sortir du ghetto ; par exemple quand Mogniss propose un soutien à une famille française dont le fils a été tué par un voisin trop excité. Sur cette idée d'une législation du port d'arme plus sévère, pour un « désarmement des beaufs », là aussi, l'unité peut se faire.

Autre point d'accord assez général : critique de l'attitude de la gauche. Certains, sans nuances, comme ce militant de Thionville : « On pensait que la gauche, on pouvait faire avec. Mais c'est de moins en moins évident. » Ou cet autre qui cite les déclarations de Gaston Defferre dans un numéro spécial des « Temps modernes » sur l'immigration pour remarquer que, lorsqu'elle s'allie avec le diable dans la pêche aux voix, la gauche récolte ce qu'elle a semé.

Par trop timoré

Pourtant, les jeunes qui croient que la gauche reste leur meilleure alliée sont encore légion. Même s'ils n'ont pas oublié le bulldozer de Vitry, ils se souviennent de la place de la Bastille au soir du 10 mai. Et demandent au gouvernement de « préciser sa position », comme Samia Messaoudi, animatrice à Radio-Beur : « Nous, nous sommes pour secouer ceux qui peuvent être avec nous. Il faut que la gauche ose dire que la France doit faire avec ses immigrés. Qu'elle cesse de faire le dos rond. »

Par exemple, en osant dire haut et fort qu'elle a déjà fait beaucoup, avec la carte de séjour de dix ans, avec la reconnaissance des associations... avec la résorption des cités de transit...

Par trop timoré, le gouvernement invoque la situation « défavorable » pour éviter de faire des vagues. « Pour nous encourager à fermer notre gueule, constate Mogniss. Mais c'est oublier que les problèmes rencontrés aujourd'hui vont être démultipliés plus tard. »

La gauche jouit encore d'un capital confiance exceptionnel auprès de ces jeunes immigrés. Pourquoi ne pas en profiter ? Avec réalisme. Et les écouter quand ils disent : « Nous ne sommes pas un problème mais une réalité. » Quand ils chantent, comme Lounis Lounès : « La France c'est mon pays, on m'rayera pas d'ici. » ●

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

DISQUES NEUFS EN SOLDE

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES



EUPHONIE
B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.la gestion
.l'organisation
.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

OFFICE VOYAGES LAFAYETTE S.A.

Pour tous vos déplacements fer, mer, air, tourisme, circuits touristiques et séjours par avions réguliers ou charters.

Aller et retour	*A partir de*
PARIS-TANGER	*1 390 F*
PARIS-PALERME	*1 470 F*
PARIS-TUNIS	*1 540 F*
PARIS-ATHENES	*1 790 F*
PARIS-TEL-AVIV	*2 750 F*
PARIS-NEW YORK	*3 300 F*
Séjour en TUNISIE	*2 750 F*
Séjour aux CANARIES	*2 930 F*
Circuit 8 j. en ISRAEL	*3 800 F*

Adressez-vous au :

18 rue Bleue - 75009 PARIS
Tél. : 770.91.09 - métro : Cadet

13 rue Montholon - 75009 PARIS
Tél. : 770.80.37 - métro : Cadet

120 rue Legendre - 75017 PARIS
Tél. : 627.70.95 - métro : La Fourche

LIC. 423 A

Important catalogue de livres anciens & modernes sur l'Orient (et différentes parties du monde), les sciences sociales, le régionalisme et les traditions populaires françaises et européennes. Parution en mai. Ecrire à Jean-Philippe GELEY, 232 rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris.

Achat de livres au comptant en toutes langues.

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

Darty : un esprit d'entreprise qui fait ses preuves.

DARTY

Sous le signe de l'expansion

Avec 72 magasins en France, et un chiffre d'affaires de près de 4 milliards en 83, Darty est la première entreprise de distribution en électroménager, Télévision, Hifi, Vidéo.

Dans les six dernières années, Darty a doublé sa surface de vente et pratiquement triplé son chiffre d'affaires. La raison de cette expansion se résume en 3 mots : le dynamisme, l'audace et une politique commerciale basée sur le respect du consommateur. Ainsi est né en 1972 le Contrat de Confiance Darty : un événement dans le monde de la consommation.

DARTY

La région : une décentralisation active

Le groupe Darty s'est implanté régionalement dès 1975. D'abord dans la région Rhône-Alpes, puis dans le Nord-Pas-de-Calais, en Alsace-Lorraine, Normandie, Provence-Méditerranée et consolidera ses implantations par une politique d'ouvertures régulières. Dans chacune de ces régions, Darty est représenté par une filiale, société anonyme ayant à sa tête un directeur général, chef d'entreprise au plein sens du terme. Celui-ci avec le concours de ses collaborateurs, définit ses objectifs propres et possède l'entière maîtrise de sa gestion. Le S.A.V. est également assuré par de petites sociétés elles-même filiales des sociétés régionales.

Cette structure permet de constituer des ensembles à l'échelle humaine où les responsables sont proches des réalités, proches des hommes et des femmes avec qui ils travaillent et surtout proches des consommateurs.

DARTY

Une politique sociale active

Une politique d'expansion, c'est aussi une politique dynamique. A ce titre, la politique de Darty est significative.

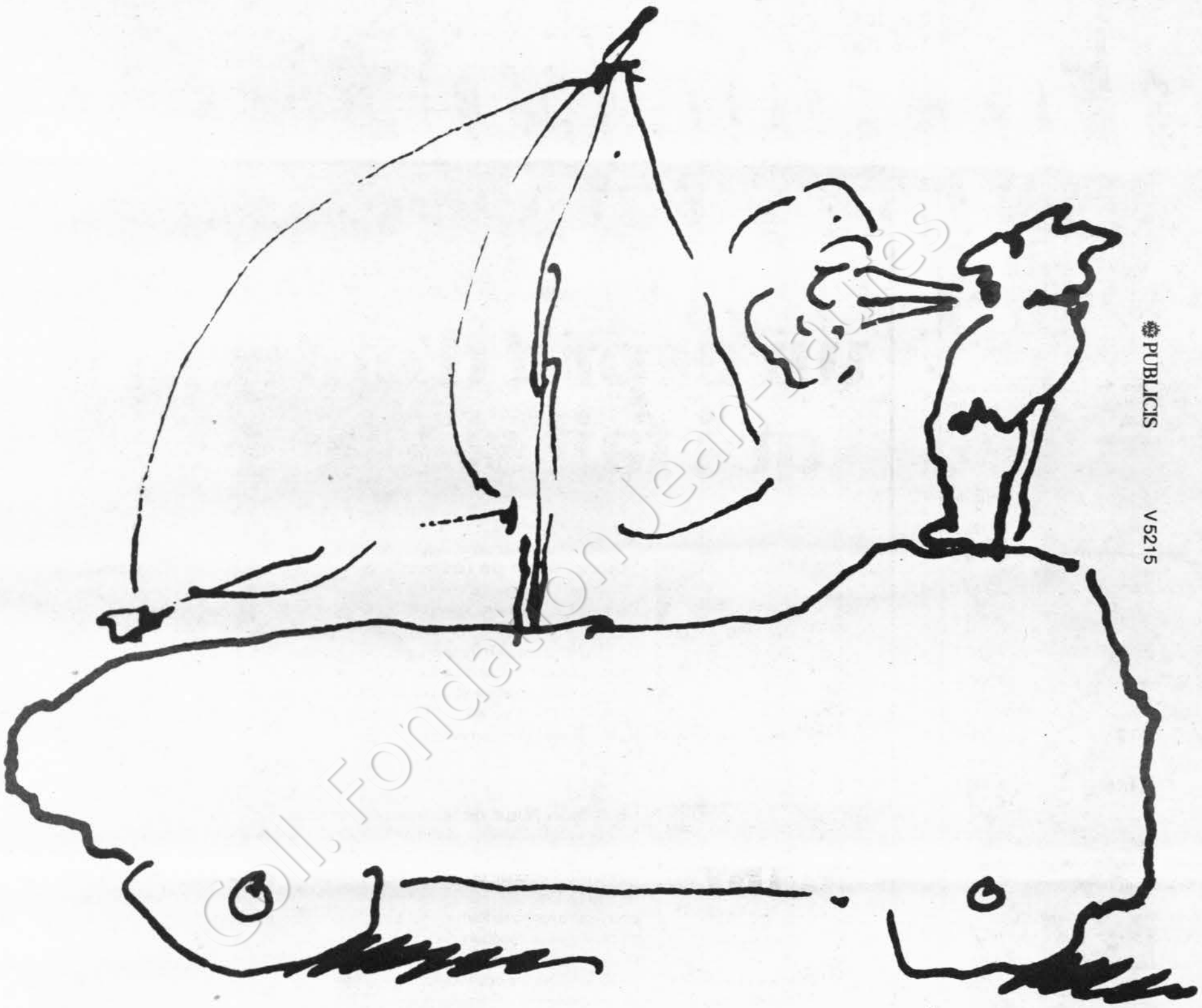
Par exemple, en l'espace de 5 années le groupe Darty a créé plus de 2000 emplois. Aujourd'hui les effectifs s'élèvent à plus de 5000 personnes (à titre indicatif, les effectifs de 1977 se situaient autour de 2440 emplois).

Parallèlement, Darty a matérialisé :

- la conclusion d'accords d'entreprise portant sur la réduction du temps de travail dès Janvier 1982 ;
- la signature de contrats de solidarité ;
- l'embauche de jeunes dans le cadre du Plan "Avenir Jeunes" (Darty manifeste en effet une grande confiance dans les capacités d'un effectif constitué d'un fort pourcentage d'éléments jeunes : 40% des collaborateurs sont dans une tranche d'âge de 25 à 35 ans) ;
- la distribution gratuite d'actions aux salariés.

Anticipation constante sur les exigences du consommateur, rigueur de gestion, audace commerciale et responsabilisation des effectifs à tous les niveaux : on ne devient pas le 1er par hasard.

Tous azimuts



PUBLICIS V5215

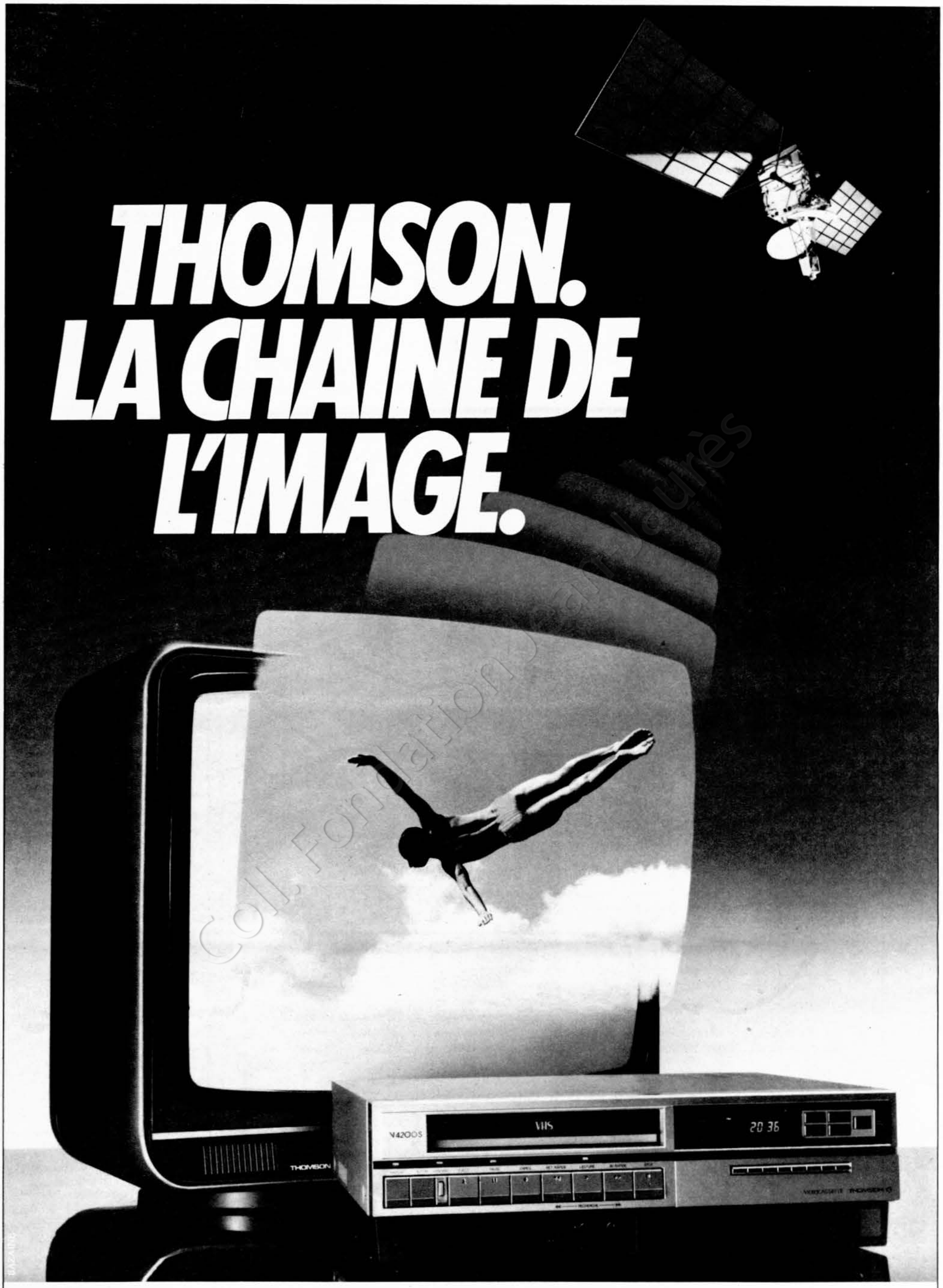
Les énergies douces, le solaire, les nouveaux systèmes de propulsion, les carburants de demain sont à l'ordre du jour des bureaux d'études Renault. Ils font aussi la guerre au bruit, à la pollution atmosphérique, au gaspillage de l'énergie. Ils inventent les robots du 3e millénaire qui délivrent l'homme des tâches pénibles. L'électronique et l'informatique ont ouvert au progrès automobile des horizons sans limites. Les chercheurs de Renault les explorent tous azimuts.



RENAULT: prendre l'avenir de vitesse.

RENAULT préconise elf

THOMSON. LA CHAINE DE L'IMAGE.



Thomson est présent à chaque maillon de la chaîne de l'image. Les caméras et les régies Thomson créent l'image. Les émetteurs et les relais Thomson transmettent l'image. Ces images, recevez-les sur un téléviseur et un magnétoscope Thomson.

THOMSON

Jacques Soppelsa: "Le niveau des étudiants est meilleur aujourd'hui que dans les années soixante-dix"

Président de la plus grosse université française – Paris I Panthéon-Sorbonne –, Jacques Soppelsa est également président de la Fédération française de jeu à XIII. Pour "l'Unité" il parle de la pratique sportive, de la loi Avice et fait voler en éclats quelques idées reçues sur la prétendue "baisse de niveau" et la politisation des étudiants d'aujourd'hui

PAR PHILIPPE MAQUAT

PRESIDENT de l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne et président... de la Fédération française de jeu à XIII depuis le 23 juin dernier : c'est le défi plutôt inattendu que Jacques Soppelsa, 41 ans et, de surcroît, militant socialiste actif, se propose de relever. Si bien que d'entrée une question se pose et même s'impose : ces deux fonctions sont-elles réellement compatibles ? « J'aurais tendance à répondre qu'elles ne le sont pas répond Jacques Soppelsa dans son bureau de la place du Panthéon où se montrent les portraits de Proudhon jeune, Léon, Blum, Pierre Mendès-France et, bien sûr, François Mitterrand. Mais comme je suis épaulé par une solide équipe de dirigeants carcassonnais et toulousains ma tâche est facilitée d'autant ».

Certes mais un président d'université — et pas n'importe qu'elle université — qui cumule cette fonction avec une responsabilité au sein du jeu à XIII français, cela fait-il vraiment sérieux aux yeux de vos collègues universitaires ?

« En tant que patron de la Sorbonne, qui est la plus grosse université de France, j'occupe, à coup sûr, un poste d'autant plus en première ligne que j'ai également été élu vice-président de la conférence des présidents d'universités. Vis-à-vis du monde rural qui est celui du jeu à XIII, c'est un plus. Quant à la réciproque elle est effectivement plus délicate : longtemps le sportif universitaire a été martyrisé et, moi même, j'ai eu beaucoup de mal à imposer au sein de Paris I un cursus aménagé en faveur des sportifs de haut niveau ».

Ce qui tendrait à démontrer qu'en France, le mariage pourtant idéal entre le muscle et la matière grise connaît encore quelques blocages. Plus à Paris I apparemment puisque Jacques Soppelsa est, malgré tout, arrivé à ses fins, devançant même les articles de la loi Avice qui légalisent désormais l'aménagement des études suivies par les sportifs de compétition les plus représentatifs.

Pas des examens plus faciles !

« J'avais en effet trouvé inadmissible, se souvient Jacques Soppelsa, que le marathonien Jean-Michel Charbonnel, ancien étudiant à Paris I, ne puisse prendre part à une compétition de niveau européen à cause d'un examen oral qu'il devait passer au même moment. Pour les sportifs de haut niveau sont donc prévues au sein de notre université des sessions d'examens différentes par rapport à celles de leurs camarades. Des sessions différentes mais pas des examens plus faciles entendons-nous bien !»

En outre je viens de signer avec l'Insep (Institut national des sports de Vincennes) une convention. Celle-ci permettra aux athlètes de l'établissement qui sont également inscrits à Paris I de concilier leur préparation physique avec les travaux dirigés. Restera en suspens le problème des cours, mais





Pascal Lebrun

j'espère que, sur ce plan, Radio-Sorbonne aidera ceux qui ne peuvent les suivre ».

Sans oublier les bons vieux polycopiés toujours aussi précieux. Mais ce n'est pas tout, car depuis février dernier deux unités de valeur de sport (compétition ou initiation pour les débutants) ont été intégrées au programme de toutes les disciplines de cette université qui ne recule décidément devant aucune innovation et n'hésite à braver aucun tabou.

« Pour le rayonnement de notre association sportive et pour celui de l'université dans son ensemble ce n'est pas négligeable » estime Jacques Soppelsa, instigateur, l'an passé, d'une journée incitatrice de sport pour tous, personnel enseignant — ou non — compris. Car il est certain qu'avec 3 500 étudiants inscrits — sur 38 000 que compte l'université — l'A.s. est encore loin d'avoir fait le plein.

Elu en 1982 président de Paris I pour cinq ans, Jacques Soppelsa a passé sa thèse de doctorat d'Etat en sciences humaines à l'université américaine d'Atlanta, en Georgie. C'était en 1968. « Je n'ai donc rien vu de mai 1968. C' est l'un de mes plus grands regrets. Et la vision que j'en ai eue aux Etats-Unis était celle d'un prisme déformant. » Né à Libourne, près de Bordeaux, et plus près encore d'un stade de jeu à XIII, Jacques Soppelsa s'est donc très rapidement pris de passion pour un sport bien implanté en Aquitaine . Pratiquant assidu jusqu'en 1973, il compte une sélection internationale juniors à son palmarès — le président de Paris I a ensuite milité au sein d'une fédération dont la politique, trop peu tournée vers la formation des jeunes joueurs, le rebuta longtemps. Il attendit 1981 et la mise en place d'une nouvelle équipe présidée par Jean-Paul Verdaguer pour mieux s'intégrer et devenir vice-président de la fédération de jeu à XIII. Jean-Paul Verdaguer ayant écourté son mandat pour raisons de santé, Jacques Soppelsa a donc logiquement gravi l'ultime échelon le 23 juin dernier

Histoire d'aguicher les médias

Son programme : poursuite d'une politique de formation active vis-à-vis des jeunes joueurs ; reconquête des grands centres par un sport usuellement implanté dans les villes moyennes (Lézignan, Villeneuve, Carpentras, Le-Pontet, près d'Avignon etc.) ; consolidation du XIII de France et création au plan international d'un Tournoi des quatre nations et d'une Coupe d'Europe des clubs, histoire d'aguicher des médias plutôt sensibilisés par les exploits de Noah et Platini que par ceux de « treizistes », peu connus en dehors de leurs fiefs du Languedoc-Roussillon, d'Aquitaine ou de Provence.

Pour autant, Jacques Soppelsa ne jalouse pas le moins du monde les succès du tennis et du football : « Il y a, en effet, de la place pour tout le monde. En outre nous n'avons pas la prétention de faire du jeu à XIII l'un des tout premiers sports de France. De 15 000 licenciés en 1981, nous sommes arrivés à 40 000 aujourd'hui : je souhaite maintenant que cette progression prenne un rythme de croisière ». Bref pas de tentative d'expansion vers la Bretagne, mais plutôt une consolidation de ce qui existe déjà pour un sport non-professionnel voué au système du manque à gagner vis-à-vis de son élite.

Avec, à leur tête, un président d'université, il n'est plus question, en tout cas, pour les treizistes français de s'égarer sur «les chemins de la violence. » «Nous voulons retourner l'image du jeu à XIII qui est médiocre reconnaît Jacques Soppelsa et lutter à notre tour contre la délinquance en développant notre sport dans les banlieues des grandes villes ». Ainsi un club va-t-il bientôt voir le jour dans la banlieue Nord de Marseille.

Tout évolue, il est vrai : la société et les modes sportives

(suite en page 18)

(suite de la page 17)

qui s'accommodent de plus en plus mal de la violence. Quant aux étudiants de Paris I ils ont également évolué et leur université avec : « C'est vrai reconnaît Jacques Soppelsa qui jongle d'une présidence à l'autre sans la moindre difficulté. Beaucoup d'étudiants ne pensent, en effet, qu'à leurs études et semblent plus sérieux que leurs prédécesseurs. J'estime du reste que le niveau est meilleur que dans les années soixante-dix.» La crise, le contexte social incertain y sont pour beaucoup.

Et c'est aussi pourquoi les universités, dont celle de Paris I, ont du s'adapter. Cette université forme toujours des juristes et des économistes pour les administrations banque, assurances ou finances. Mais le recrutement dans ces secteurs traditionnels ayant tari , il a bien fallu créer d'autres filières : gestion hôtelière, administration économique et sociale, communication et audiovisuel, transports etc. Mieux encore : Paris I est devenu à son tour un centre de formation permanente pour demandeurs d'emploi et adultes désireux de reprendre des études.

Préoccupations personnelles

« Il est du devoir de l'université de préparer les hommes à leur réinsertion dans un milieu de travail nouveau, explique Jacques Soppelsa. Cette préoccupation prend de plus en plus de place dans nos activités. » De l'approfondissement des problèmes économiques et monétaires de l'heure à l'informatique juridique en passant par la technique du montage de films ou la reconversion des mères de famille aux métiers de l'import-export, Paris I a incontestablement mis sur pied un vaste ensemble de stages professionnels auxquels les professeurs de l'université apportent leur contribution. Cette recherche du concret se retrouve également au niveau de la perception du discours politique par les étudiants.

« J'ai l'impression, explique Jacques Soppelsa, que cette génération d'étudiants est moins politisée que la précédente, dans un contexte qui, bien sûr, n'est plus celui de la guerre d'Algérie. Sans doute existe-t-il toujours un noyau d'étudiants politisés, mais ce sont surtout — et même s'il est vrai que tout est lié — les préoccupations plus personnelles, plus professionnelles qui semblent l'emporter. De même pour les organisations syndicales qui se maintiennent, mais stagnent malgré tout. On constate donc une disharmonie entre les discours politiques et les préoccupations d'étudiants, dont l'intérêt pour la politique politicienne est plus modeste.

Quelle est la formule à adopter ? Je n'en sais rien, car sinon j'apporterais également une réponse valable vis-à-vis de l'opinion publique. Toutefois, j'ai noté, lorsque je donne des conférences sur la défense une perception plus positive à l'évocation de cas concrets comme l'implantation des S.S. 20 et des Pershing, et l'inverse pour des questions plus abstraites. »

Limites et nécessités de la professionnalisation des universités ; adaptation du discours politique aux aspirations des jeunes : bien que n'étant pas nouveaux, voilà néanmoins quelques beaux sujets de réflexion proposés dans l'optique de la prochaine rentrée, par Jacques Soppelsa, un président d'université pas tout à fait comme les autres. Car, aussi à l'aise pour évoquer les grands problèmes politiques de l'heure que ceux du jeu à XIII. ●



LES MALADIES DE L'ETE

Meurtrier l'été ? N'exagérons rien mais Phoebus pas plus que Vénus ne sont anodins ! De même qu'une piqûre de vive ou de guêpe pour un allergique peut-être fatale. Mais il est des risques qu'on peut raisonnablement prévoir

PAR PIERRE-YVES POINDRON

LA sécurité en vacances ? N'en faites pas une obsession, mais ne la prenez pas à la légère. Un minimum de précautions s'impose. Ne malmenez pas votre organisme. Ne soyez pas boulimique de soleil, d'eau ou d'activités physiques, dès le premier jour. Laissez votre organisme s'habituer à ses nouvelles conditions de vie.

L'excès, c'est bien souvent ce qui guette le vacancier. Et d'abord l'excès de soleil. Par pitié pour votre peau, ne vous exposez pas comme un capteur solaire. Le soleil, c'est bon, mais à petites doses. Une orgie de ses rayons a vite fait de réserver de mauvaises surprises. On voit sur la plage des gens rouges comme des écrevisses. Libre à eux de maltraiter leur peau. Un coup de soleil est vite arrivé et alors le moindre mouvement est, lui aussi, cuisant. Sachez donc employer les crèmes solaires à bon escient. Utilisée à outrance, une crème à la bergamote par exemple donne les résultats inverses de ceux escomptés et peut provoquer des brûlures. Utilisez les crèmes en fonction de votre peau. Ce qui est bon pour le voisin ne l'est pas forcément pour vous.

Le coup de chaleur: redoutable

La bronzette peut avoir ses revers : il arrive que la peau se parsème de pigmentations qui ne sont pas du meilleur effet esthétique. Il est faux de dire que le soleil sèche les boutons : il dessèche l'épiderme, ce qui n'est pas souhaitable, mais n'élimine pas l'acné par exemple qui reviendra en force au retour des vacances. On rencontre même des dermatoses par photo-sensibilisation et le soleil aide certaines mycoses à se révéler contre toute attente. Comme quoi, les séances de bronzage exagérées se payent un jour ou l'autre, de rides ou de taches brunâtres, voire même d'un début de cancérisation. Bref, le soleil, à haute dose abîme la peau.

Passe encore pour les coups de soleil, c'est un mauvais moment à passer. Beaucoup plus grave est l'insolation. Et plus grave encore le coup de chaleur. L'équilibre thermique se rompt, l'organisme ne peut évacuer la chaleur, la température « s'emballe » jusqu'à atteindre un seuil critique.Migraines, soif, confusion mentale en sont les premiers symptômes. Le sujet, victime d'un coup de chaleur « s'écrevisse » et est en nage. Puis, passé 41°, sa peau devient brûlante, sèche. Plus de sueurs, mais des troubles viscéraux et cardiaques. Des vomissements aussi. Des diarrhées, surtout chez le nourrisson. Le coma suit.

Le coup de chaleur est particulièrement redoutable chez les personnes âgées ou les bébés. Ne laissez pas un enfant enfermé dans une voiture, c'est l'ABC de la sécurité. Evitez les efforts exagérés, les expositions au soleil prolongées les prises d'alcool inconsidérées. Buvez, mais de l'eau ou des boissons fraîches. Un coup de chaleur peut être mortel ou entraîner des séquelles graves. On s'efforcera donc de faire baisser la température en déshabillant le sujet, en le portant à l'ombre et en l'enveloppant d'un drap humide. Au besoin on envisagera un bain glacé. Mais il faut agir vite.

Un millier de noyés

« Cette année encore, on peut prévoir qu'il y aura un millier de noyés sur les plages. Beaucoup de ces noyades pourraient être évitées, » affirme le Dr Jean-Pierre Ségal, auteur d'un guide médical des voyages et des loisirs. Qu'on nous pardonne cette prédiction pessimiste, mais n'hésitons pas à donner les conseils qui vont nous faire mentir... On n'entre pas brusquement dans l'eau après un bain de soleil, un repas copieux ou arrosé (ni à jeun d'ailleurs), un effort intense ni, tout simplement si l'on ne se sent pas « en forme ». Mieux vaut déguster le plaisir en entrant progressivement dans le bain. On évitera ainsi l'hydrocution fatale.

Le bord de mer recèle quelques pièges que l'on peut éviter en les connaissant. La vive, ce

Coll. Fondation Jean Jaurès

poisson venimeux qui, poussé par les vagues, s'enfouit sous le sable au bord de l'eau, en fait partie. Evitons de poser franchement un pied encore délicat sur ses épines acérées et marchons avec des sandales si l'on sait que l'on risque de faire brutalement sa connaissance, car une piqûre de vive, si elle est rarement grave, fait passer un mauvais quart d'heure au malchanceux. On peut essayer de détruire le venin par la chaleur en approchant une cigarette incandescente de la plaie qu'il faut nettoyer de toute façon.

Evitez aussi de faire du jogging pieds nus sur un tapis d'oursins ou de méduses.

« La faute aux planctons »

Certains se feraient damner pour une douzaine d'huîtres, des moules et des praires. En eux-mêmes, ces mollusques sont inoffensifs, mais ils filtrent les bactéries et les virus des planctons dont certains sécrètent des toxines. Vigilance ! Il faut vérifier si les huîtres sont vivantes et se renseigner sur leur origine. Ramassées dans une eau rouge ou brun rouge, elles peuvent contenir un plancton toxique.

Si de mauvaises diarrhées, des vomissements, des migraines, un état fébrile vous surprennent quelques heures après l'ingestion, il ne s'agit pas d'une hépatite virale, c'est déjà une certitude, mais qui ne dispense pas de consulter. On songera plutôt à une salmonellose. Les salmonelles se retrouvent d'ailleurs dans des pâtisseries ou des glaces dont la préparation est douteuse, la viande crue dont la fraîcheur laisse à désirer.

Puisque nous sommes au chapitre des intoxications, restons y avec la staphylocoque, responsable de la furonculose, mais également de symptômes digestifs... On ne peut évidemment se méfier de tout. Les produits de la ferme font partie des menus plaisirs de la campagne à juste titre. La plupart du temps, les producteurs de produits fermiers (fromages ou



Pascal Lebrun

chacuterie) respectent les normes de fabrication, mais enfin, un rapide coup d'œil aux locaux renseigne sur le niveau d'hygiène. Si les fromages de chèvre voisinent avec le linge sale à laver, mieux vaut s'abstenir, la maison n'est pas très sérieuse. Quant aux conserves « maison », elles doivent être préparées avec un équipement spécial. Les germes botuliques sont résistants. Il faut donc des autoclaves capables de produire une température élevée (115 à 125°). Ces conditions sont rarement atteintes chez soi et même à la ferme. Dieux merci, le botulisme est rare, mais il faut savoir qu'en pareil cas, les vacances risquent d'être sans retour.

La vipère ? Les mythes

La grande crainte des randonneurs ce sont les vipères. On a accusé ces bestioles de bien des maux. Or, elles sont moins dangereuses qu'on ne l'a dit. Pas de panique. La précipitation, en matière de sécurité ou de santé, est la mère de tous les maux. Pas de garot ! Pas d'incision de la plaie ! Pas de succion ! Pas de « remontant » alcoolisé ! Pas de gestes brusques ! Et... pas de sérum ! En tous les cas, pas de sérum administré n'importe comment ! En principe, tout ira bien et on a largement le temps de chercher du secours, de téléphoner à l'hôpital ou à un médecin.

Il y a en fait beaucoup plus d'accidents fatals avec les insectes qu'avec les vipères. Mais, là encore, pas de panique ! Une abeille pique très rarement. Piquer pour elle, c'est signer son arrêt de mort et elle le « sait ». La guêpe ou le frelon en revanche ne laissent pas leur abdomen dans l'aventure, aussi sont-ils plus téméraires. Les personnes très allergiques ont intérêt à voir un allergologue. Mais toute piqûre, heureusement, n'est pas mortelle, sinon la terre serait déserte. Il est cependant des endroits plus vulnérables que d'autres : la bouche, (surtout si on avale l'insecte), le cou, les mains. Mieux vaut donc ne pas attirer les insectes en laissant traîner du sucre. L'accident est rarissime.

Phoebus... mais aussi vénus

L'incident beaucoup moins. Les médecins le savent bien, ils verront en septembre davantage d'hépatites virales, de mycoses (la peau est d'ailleurs assez révélatrice de l'état de santé général), de dermatoses (dont certaines sont dues au sable), un peu plus de zonas et d'herpès. Davantage de maladies vénériennes aussi. De là à brandir l'étendard de la vertu, il y a quelque hypocrisie. Les premières méthodes contraceptives étaient à l'origine des moyens de prévention contre les maladies vénériennes. Avec leur abandon du fait de nouvelles méthodes de contraception, le risque de transmission de certaines maladies comme la syphilis, la blennorragie, ou les affections à chlamidiae a augmenté ; ces dernières maladies sont d'ailleurs en recrudescence. L'herpès et l'hépatite virale font, elles aussi, partie du lot des maladies sexuellement transmissibles.

Les voyages hors des frontières ? On consultera utilement des ouvrages (1) accessibles au grand public. On peut également se renseigner auprès d'organismes spécialisés (2) pour connaître, prévenir et mesurer les risques des pays où l'on compte se rendre. Mais il est grand temps de mettre son carnet de vaccination à jour pour le mois d'août. ●

(1) On lira utilement « le Guide des voyages et des loisirs » du Dr Jean-Pierre Segal aux éd. Garancière. La ligue française pour la prévention des maladies infectieuses a également édité une brochure « pour la santé des voyageurs se rendant dans les pays chauds », tél. 747.43.49.

(2) SVP parasitologie 205.11.33. Assistance publique voyages : 585.90.21. de 9 h à 12 h. L'Institut Pasteur.

On peut aussi se renseigner auprès d'Air France.


Viva

L'OMBRE D'UN CAÏD

Pour tenter de coincer Gaëtan Zampa, "parrain" du milieu marseillais dont la silhouette apparaît derrière toutes les grandes affaires criminelles de la décennie, la justice a eu recours à un vieux truc : l'inculpation pour fraude fiscale. Hélas ! Zampa craque nerveusement... et condamner une ombre n'est pas si simple

PAR MARTINE DUCOUSSET

QUI l'eût cru ? Un caïd, c'est fragile. Peau dure et nerfs en pelote. Par deux fois déjà depuis l'ouverture de son procès, Gaëtan Zampa avait craqué. Et tenté de se suicider, d'abord en se jetant tête première contre un pilier, ensuite en s'ouvrant les veines. Voilà qu'aujourd'hui le « parrain » du milieu marseillais se déclare « la proie des forces occultes ». Impossible pour lui d'y résister parce que, dit-il, « je suis réduit à l'état de toutou, sans aucune volonté depuis qu'on m'a inoculé un produit dont j'ignore l'origine et qui a pour conséquence de déséquilibrer la composition de mon plasma ».

Devant cette attitude pour le moins curieuse, le tribunal a demandé une expertise psychiatrique. Et ajourné le procès du caïd. Bizarre. A croire que la fraude fiscale perturbe les neurones de ceux qui en font profession. Bizarre, cette soudaine folie chez un homme « seulement » poursuivi pour malversations financières — et uniquement en tant que complice. A tout casser, « l'œil de la mafia en France » risque sept ans de prison. Pas de quoi faire paniquer un « dur » dont on soupçonne la présence derrière toutes les sombres affaires de ces dernières années : le casse de Nice avec Spaggiari, la French connection, la tuerie du bar du Téléphone, l'assassinat du juge Michel, la guerre des gangs...



Gaëtan Zampa arrivant au palais de Justice.

Gamma

Déjà Al Capone...

Pas de quoi paniquer, parce que rien de tout cela ne sera évoqué devant la sixième chambre correctionnelle de Marseille où se déroule ce procès-fleuve de trois semaines, avec quarante et un inculpés sur le banc des accusés et quatre-vingt-dix avocats pour les défendre. Zampa est sans doute le caïd qu'on dit, mais comment le prouver ? Pour essayer de le coincer, ou du moins parvenir à l'embêter sérieusement, on a eu recours à un vieux truc qui avait fait ses preuves à l'époque d'Al Capone : l'inculpation pour fraude fiscale. Seulement l'histoire est-elle capable, aujourd'hui, de se répéter ?

Chemise bleue à col blanc ouverte sur la poitrine, amaigri par un séjour de six mois aux Baumettes, Gaëtan Zampa, pendant la première audience, est resté calme. Et discret, ô combien. Il n'est, après tout, qu'un inculpé parmi tous les autres présents dans cette salle d'audience marseillaise soigneusement quadrillée par les forces de l'ordre. Des autres qui font partie de la famille. A commencer par Christiane Zampa, l'épouse de Gaëtan, soupçonnée d'avoir détourné deux millions de francs sur les recettes réalisées au Krypton, une discothèque de la banlieue d'Aix-en-Provence dont elle était l'administratrice. A ses côtés, plusieurs loyaux sujets de l'empereur Zampa : Sauveur Caronia, ex-soudeur reconverti dans la magouille financière, Gérard Duteil, avocat — suspendu — du barreau de Marseille, conseil juridique du gang pour toute une série de sociétés à gestion douteuse, et Gérard Vigier, truand assez notoire. Absents de marque : Jean Tecci, demi-frère et bras droit de Zampa, toujours en fuite ; et Jean-Marie Lucchesi, arrêté en même temps que son chef, le 27 novembre 1983, dans une retraite proche de Fos-sur-Mer, et qui s'est fait porter pâle pour cause de hernie discale.

S'ils en sont là, tous, c'est à cause d'un homme, Gilbert Hoareau, surnommé « le Libanais », et retrouvé assassiné en haut de la Canebière, le 6 octobre 1983, le corps criblé de balles. En cas de mort violente, on enquête, bien évidemment. Et les limiers de la brigade financière, très vite, ont flairé une piste. Celle des « filières », celle des comptabilités falsifiées. Une fraude à laquelle participait sûrement Zampa, puisque Hoareau était « en affaires » avec lui. Les filières ? Des établissements à double comptabilité et dissimulations financières multiples. Quatre pour le clan Gilbert Hoareau : le Kennedy's Club, la Mendigote et le Privé, à Marseille, plus la Rotonde à Aix-en-Provence. Et cinq appartenant très certainement à Gaëtan Zampa : le Krypton et le Mistral à Aix-en-Provence, la Mendigote à Cannes, la Camargue à Nîmes et la Locomotive à Cassis.

Le Krypton est sans doute le plus gros dossier du lot. Créée par deux des cousines Zampa, cette boîte de nuit avait une gestion des plus étranges. Fausses reconnaissances de dettes, argent versé à des tiers par des « actionnaires » anonymes, dissimulation des sommes perçues sur les machines à sous ou les consommations non enregistrées... Après l'inculpation de ses principaux responsables, la société le Krypton a été mise en règlement judiciaire voici trois mois. Frauduleusement parlant, l'affaire est limpide. Mais Zampa dans tout ça ? Nulle part, on ne trouve trace de sa présence. Ni au Krypton, ni ailleurs. Des prête-noms, des hommes de paille. Et Zampa, escroc masqué. Allez donc condamner une ombre ! Le président Barthélémy Albertini n'est pas sorti de l'auberge.

Et, même s'il en sortait, c'est encore à un procès de dupes qu'on assisterait. Que pèsent ces « faux et usages de faux », ces « faux en écritures privées », ces « fausses reconnaissances de dettes » devant ce qu'on subodore être la véritable vie de Gaëtan Zampa ? Comment comparer la délinquance en col blanc et le gangstérisme imbibé de haine, de sang et de soif du pouvoir ? Gaetano-Louis-Albert Zampa, né le 1er avril 1933 à Marseille, a su parfaitement mener sa barque de hors-la-loi.

Tôt formé aux combines louches, il monte dès sa majorité à Paris pour se faire la main. Pigalle, et, à la suite, l'inscription au fichier du grand banditisme. Retour à Marseille pour une carrière fulgurante, avec juste un petit accroc : six mois de prison pour port d'armes illicite. Les Guérini sont hors course, Zampa prend le relais et devient le roi de la nuit marseillaise. On sait, on suppose, on se persuade. C'est lui le caïd, c'est lui le parrain. Bien. Et alors ?

Procès de dupes, malgré toute la bonne volonté de la brigade financière et des magistrats. On voit mal comment Zampa, soudain touché par la grâce ou habité par le remords, offrirait à la sixième chambre correctionnelle une confession en bonne et due forme. Surtout après être devenu la proie de forces occultes. En attendant, son empire existe toujours, et prospère, grâce aux comparses en fuite qui gèrent le quotidien. Un procès-fleuve, certes. Mais qui risque fort de se terminer en eau de boudin. ●

FICHIER D'ARTISTES

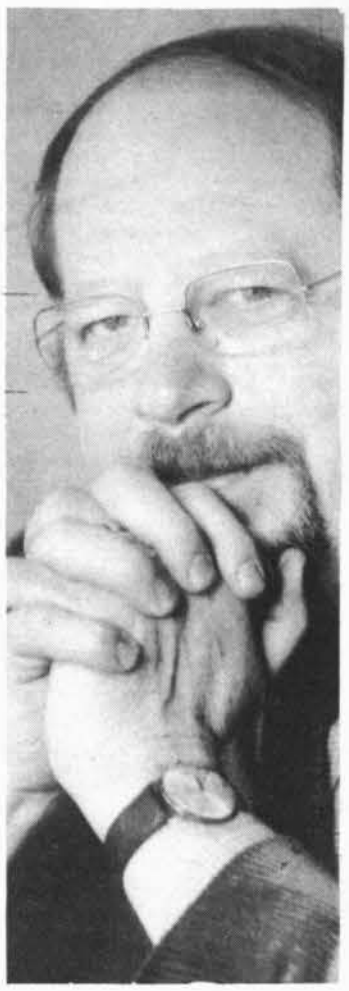
Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vos fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépôt-Vente.

Audition publique chaque samedi après-dîner. Jazz dansant : jeudi, rock années 50 : vendredi.

Le Dépôt-Vente de la Jatte, 92200 Neuilly Tél. Gérard Vacher 63.33.99

ORGANISATION DE FETE

La chronique littéraire de Claude Glayman



★ ***Panaït Istrati : « le Pèlerin du cœur », Gallimard ; « Présentation des Haïdoucs », « Domnitza de Snagov », « la Jeunesse et Vie d'Adrien Zograffi », « Nerrantsoula », « la Famille Perlmutter etc. » 5 volumes, coll. Folio.***

★ ***Witold Gombrowicz : « Journal », tome II 1957-60, tome III bis 1963-64 « Paris/Berlin », « Souvenirs de Pologne », « Pérégrinations argentines », 4 volumes, Christian Bourgeois ; « Bakakaï », 1939-63 », Denoël.***

★ ***Rita Gombrowicz : « Gombrowicz en Argentine 1939-63 » ; Denoël.***

★ ***Ismaïl Kadaré : « la Niche de la Honte » roman traduit de l'albanais par Jusuf Vrioni ; Fayard ; « Avril brisé », le Livre de poche, coll. Biblio.***

★ ***« Anthologie de la prose albanaise » présentée par Alexandre Zotos, Fayard.***

LES Européens de l'Est n'aiment pas être amalgamés et traités en bloc comme on le fait couramment à l'Ouest. Ne vont-ils pas jusqu'à contester la notion même d'Europe de l'Est qu'ils jugent réductrice et confuse.

Toute personne ayant en effet tant soit peu voyagé a vérifié qu'un Polonais n'est pas un Roumain et encore moins un Albanais. La commodité du classement sommaire rend mal compte d'une réalité subtile faite de tempéraments, mais aussi de conflits de religions, d'influences et, pour ne pas les nommer, des langues. De telle sorte que, si les artistes de l'Europe de l'Est présentent entre eux tous quelques traits communs, c'est pourtant dans leurs différences et dans leurs spécificités — ô combien ! — que nous rencontrons la meilleure part de leur génie.

Voici le grand idéaliste Panaït Istrati, le grand cynique Witold Gombrowicz, le grand macabre Ismaïl Kadaré. Istrati — on célèbre cette année le centenaire de sa naissance — est un généreux idéaliste pour utiliser des termes dont on usait largement lors des premières décennies de ce siècle. L'art comme fraternité, telle est la ligne de conduite du Roumain. L'Histoire s'est chargée de réduire l'ambition... à n'être que de l'art. Le mensonge soviétique, après y avoir cru, Istrati a voulu le dénoncer (lire « Vers l'autre flamme », 10/18) ; résultat, il a été rejeté, isolé ; d'une certaine manière on l'a abandonné à une mort solitaire et désespérée. Y compris Romain Rolland le maître vénéré.

Le principal mérite du « Pèlerin du cœur », recueil de textes épars, c'est de nous montrer les différentes phases et facettes de l'itinéraire d'Istrati. Nous lisons les invraisemblables aventures de l'enfance et de la jeunesse : faim, pauvreté, vagabondages, amours, révolutions, maladies. Le jeune Istrati découvre Paris en 1913. Durant la guerre il réside en Suisse. Recueilli dans un asile de miséreux il raconte l'humiliation des pauvres, leur folie aussi.

Au début des années vingt Romain Rolland le remarque, le parraine. Istrati est lancé, « Un nouveau Gorki » proclame-t-on qui écrit en français, langue qu'il n'a pas véritablement apprise. En 1923 « Kyra Kyralina » fait l'effet d'un coup de tonnerre. Nous avons dans « le Pèlerin du cœur » plusieurs relations sur l'amitié avec l'auteur de « Jean-Christophe ». Celui-ci est présenté comme un académicien servant des petits fours à un ours savant s'efforçant de faire oublier qu'il est mal léché. Dans ses comptes rendus Istrati privilégie l'émotivité, néglige la dimension intellectuelle. Ce rien d'emphase et de naïveté explique tout à la fois l'adhésion d'Istrati à la révolution soviétique et puis son revirement et sa dénonciation : « Parler cruellement, sans pitié dans le siècle où le mensonge social règne sur toutes les classes et s'empare journellement des plus beaux cerveaux. » Et il ajoute : « Eh bien, oui, je le répète à la face du monde : toute organisation ne profite et ne profitera jamais qu'aux organisateurs. »

Lucidité extrême qui, un demi-siècle après sa mort, confère à Istrati l'aura de l'exigence intellectuelle. Sinistre nous apparaît cette Magdeleine Paz du journal « Monde » (dirigé par Henri Barbusse, un autre adversaire d'Istrati) qui s'efforce de salir l'image de l'écrivain courageux. Istrati a ressenti la misère du peuple soviétique comme il a vécu celle de son enfance et de son adolescence. Dans une lettre à François Mauriac il distingue sa compassion de celle des chrétiens pour leur Dieu.

Mais il rejoint quelque part la mystique d'un Dostoïevsky et de tant d'autres artistes de la seconde moitié du XIXe siècle et du début du XXe siècle lorsqu'il écrit : « A cette souffrance des peuples, moi qui suis parti d'en bas et qui ai souffert plus que le Christ, je dédierai toutes mes forces pour contribuer à la diminuer, tout ce que peut faire une âme effrayée par la souffrance du pauvre monde. » Cette sensibilité à la souffrance on peut la lire dans la série de Folio qui reprend, en poche, quelques unes des innombrables histoires plus ou moins autobiographiques d'Istrati.

A coup sûr, une compassion de cette nature n'est pas le trait distinctif de Witold Gombrowicz, baladin caustique et élitiste, romancier, homme de théâtre, essayiste, dont l'intelligence extrême et le talent créateur ont donné certains des principaux titres du siècle. Lorsqu'on assiste à la représentation de « Mariage », monté récemment au Palais de Chaillot, on relève la diversité des influences qui se manifeste chez Gombrowicz, mais c'est pour remarquer aussitôt l'impact de l'œuvre, autonome et originale. On fait la même observation à propos de l'avalanche de souvenirs de et sur Gombrowicz, et de journaux intimes qui viennent d'être édités et réédités.

Avant toute chose Gombrowicz, ça grince. La guerre, l'exil, l'identité polonaise renforcent chez cet artiste ultradoué un côté Paul Valéry pantin et paradoxal de la meilleure veine où l'humour féroce à sa part. Génial « je m'en foutiste », sa solitude se nourrit d'un anarchisme universel qui le dote d'étonnantes audaces.

Il y a en lui un désir faustien de capter la jeunesse — « échanger l'existence vécue contre la vie brute » — un curieux sentiment de fascination - répulsion à l'égard des animaux, un sens absolu de l'intériorité qui confine à la dégradation. Mais par-delà ce moi immense qui se moque en permanence de lui et des autres, il y a comme la conscience absurde d'une culture européenne déchirée par l'Histoire, la guerre, le totalitarisme. L'importance d'être né polonais et sa signification, le souvenir de la France, l'interrogation face à l'Argentine mystérieuse qui est son nouveau terrain, autant d'étapes d'un Don Quichotte déchu mais extra-lucide pour qui l'art est aristocratique.

Witold Gombrowicz détruit tour à tour Proust, Balzac, les écrivains sud-américains dont Borges qui l'agace, les créateurs polonais (« le culte de la création n'a jamais fleuri chez eux »).

Ce grand cosmopolite est-il masochiste ? Provocateur à coup sûr ! Avant de gagner Berlin il débarque à Paris où il n'est pas revenu depuis 1928 : « ... Il va me falloir être l'ennemi de Paris !... si je ne leur reste pas tel un os, en travers du gosier, ils m'avaleront tout cru. » Déjà en 1963 il brosse un tableau terrible de la faune littéraire parisienne. Qu'en aurait-il dit aujourd'hui s'il avait survécu ? L'esprit de Gombrowicz fait mouche et il n'est que de lire les lignes très justes et élaborées qu'il consacre à un éloge de Beethoven. Cet homme qui reflète le désarroi et la lucidité d'une époque ne déclarait-il pas à propos de l'illustre compositeur : « L'art au fur et à mesure de son développement devient de plus en plus difficile. »

L'assertion est juste. Un écrivain, au moins, la dément, c'est le surprenant Ismaïl Kadaré. Les éditeurs français ont, non sans raison, un goût prononcé pour ce romancier qui vit en Albanie et parvient à nous captiver le plus simplement du monde. Comme si Kadaré écrivait des légendes, des contes. Quelque chose comme des « Mille et une Nuits » cruelles et sanglantes. Son dernier livre « la Niche de la honte » indique le lieu où à Constantinople, sont exposées les têtes tranchées des grands qui ont déplu ou résisté au pouvoir de la Sublime Porte. Le récit s'organise ici autour d'un messager qui ramène, de l'Albanie révoltée et matée, la tête du pacha rebelle. Tout au long du chemin les paysans, miséreux et effrayés, paient leur écot pour jeter un œil sur l'horrible chose. Le messager lui-même a peur. Tout le monde a peur. Qui peut affirmer que demain il aura toujours la tête sur les épaules. Hier le révolté orgueilleux la perd, demain ce sera au tour de son vainqueur : « Le monde était étroit pour leurs deux têtes. L'une des deux devait tomber. » Les simples gens, plus banalement on les étouffe et on les fait disparaître dans les marais. Univers qui semble toujours venir du Moyen Age — à quelle époque se déroulent les événements de « la Niche de la honte » ? — et qui, sans sombrer dans on ne sait quels fantasmes orientalistes, expriment peut-être la réalité albanaise (illustrée par une actualité récente), celle de l'Afghanistan ou de l'Iran.

Le lecteur qui ignore Kadaré se prive d'une lecture captivante. A l'Est, n'en déplaise à certains cela fait longtemps qu'il y a du nouveau.



Rush

Witold et Rita Gombrowicz.



Panaït Istrati.

LISEZ AUSSI

★ ***Sophie Képès : « Un automne à Budapest », roman ; Seuil.***

Les exilés peuvent-ils un jour revenir au pays natal ? Ce roman attachant semble répondre par la négative. Un peu comme dans le film « le Temps suspendu » du Hongrois Peter Gothar. D'origine hongroise, Sophie Képès a déjà été remarquée pour deux précédents romans publiés également au Seuil.

★ ***Miklos Batori : « les Briques ». Jaroslav Iwaskiewicz : « Mère Jeanne des anges », romans ; Robert Laffont, coll. Pavillons.***

Le premier titre traduit du hongrois date de 1963 et le second est signé par l'un des grands Polonais du XXe siècle, mort en 1980, qui a souvent inspiré le cinéma de son pays. Parmi les reprises de l'excellente collection Pavillons.

★ ***Rainer Rochlitz : « le Jeune Lukacs : théorie de la forme et philosophie de l'Histoire » ; Payot.***

Dans les années dix du siècle, le philosophe marxiste Lukacs se place à l'avant-garde esthétique. Plus tard, avec la fossilisation du marxisme, Lukacs devient conservateur en art. Au bout du compte une grande réflexion sur la création.

★ ***Bohumail Hrabal : « Trains étroitement surveillés », traduit du tchèque ; Folio.***

Une vision baroque, on oserait presque dire surréaliste, de la guerre par un écrivain tchèque de premier plan. Donna naissance à un des plus importants films tchèques de ces dernières années.

★ ***Michel Wieviorka : « les Juifs, la Pologne, Solidarnosc » ; Denoël.***

L'antisémitisme polonais est-il un antisémitisme sans juifs ! La nation, le parti, le mouvement Solidarité face aux Juifs polonais qui ne sont plus que quelques milliers. Par un collaborateur d'Alain Touraine.

★ ***« L'alternative » revue n° 28, printemps 84.***

Revue consacrée à l'Europe de l'Est, dirigée par François Maspero. Dans ce numéro la réplique des autre dissidents à Soljénitsyne, la répression contre les pacifistes à l'Est, etc. Une mine d'informations.

ORIENT EXPRESS

Voici le grand idéaliste roumain Panaït Istrati; le grand cynique polonais Witold Gombrowicz et le grand macabre albanais Ismaïl Kadaré...à prendre en marche

PAR FABIAN GASTELLIER



« Rue de la Folie Courteline ».

Bernand



Marthe Mercadier dans « Treize à table ».



Roland Bertin dans « Ivanov ».

Bernand

Aboulique et génial : Tchékhov

Finis, les bois de bouleaux ; enterrés les tapis aux teintes bistrées et les ambiances thé-samovar. Tchékhov, aujourd'hui, est mis à nu. Asséché. Dépouillé. Les derniers, Strehler et Pintitie, auront joué avec les images toutes faites de la Sainte Russie qui n'en finit plus de mourir. Celui-ci avec son voile couvert de feuilles mortes retombant sur l'espace blanc du « Giardino dec ciliegi » ; celui-là avec le climat étouffant et hystérique de ses « Trois sœurs ». Depuis, on fait dans l'abstrait. Parfois pour le bonheur du théâtre et de la « petite musique » tchekhovienne qui ne fut jamais aussi présente que dans le décor en ruines des Bouffes du Nord, où l'on crut découvrir « la Cerisaie » par Peter Brook ; parfois aussi pour le pire et les leçons de structuralisme non digérées d'un Vitez désossant « la Mouette ».

Avec Claude Régy et « Ivanov », il semblerait que l'on nage entre ces deux extrêmes. Un plateau habilement dépouillé (no man's land que l'on doit à Roberto Plate), une direction d'acteurs étrange, poussée, presque caricaturale, une lenteur infinie servent et desservent à la fois cette réflexion tchekhovienne sur les ravages de la neurasthénie.

D'une certaine façon, Claude Régy atteint son but : un monde est bien là, en décomposition, suant son propre ennui, ses querelles d'argent, son antisémitisme forcené. Mais curieusement cette réussite n'est éclatante que par brefs instants ; par flashes de courte durée. Devons-nous imputer cette tiédeur au fait que les comédiens présents sont assez inégaux, habitant leurs personnages avec plus ou moins de bonheur ? Sans doute. Car il existe une telle différence de jeu, de sensibilité, d'« âme » même, entre Miloud Khetib, terriblement extérieur, et Jean-Paul Roussillon, émouvant à pleurer dans la rondeur alcoolisée, que le spectacle tout entier en est déstabilisé.

Pourtant, en fin de parcours, on se sent pris par ces jeux éternels qui ne mènent à rien, par cette paralysie de la volonté et ces grognes sans objets (fabuleux Jean-Paul Moulinot). Peu importe, alors, que Roland Bertin, pourtant remarquable, ne soit absolument pas le personnage d'Ivanov, l'essentiel est ailleurs. Dans l'écriture de Tchekhov, qui finit par remporter la partie. Lorsqu'un auteur a du génie, le génie demeure. Contre vents, marées et exercices de style.

** « Ivanov » de Tchekhov ; mise en scène de Claude Régy ; avec Roland Bertin, Christine Fersen, Dominique Constanza, Jean-Paul Roussillon, Jean-Paul Moulinot, Yveline Ailhaud. Comédie-Française ; 296.10.20 ; en alternance, 20 h 30.*

Pour Marthe... et seulement pour elle

Nos contemporains ? Allons donc ! Ils ne sont plus de notre époque ces bourgeois nantis qui possèdent un hôtel particulier rive gauche, un domestique à l'anglaise et à gants blancs et peuvent s'offrir le luxe de faire à leurs hôtes de réveillon des cadeaux plus que somptueux. A moins que...

Entre Neuilly et Deauville, même en 1984, allez savoir... Crise ou pas crise, une certaine société tirée à quatre épingles continue bel et bien d'exister. Momifiée, antique voire préhistorique, certes, mais toujours présente. On la dégotait déjà sous la Troisième République, qui s'amusait à la moquer par littérature interposée. On la retrouvait sous les griffes d'un Labiche, d'un Feydeau puis d'un Guitry. Edouard Bourdet s'en est emparé à sa façon, Henry Bernstein aussi. Plus moderne, Françoise Dorien prit le relai pour l'habiller au goût du jour cependant que Sagan la saupoudrait d'intellectualisme tropézien.

Mais au bout du compte et au fil du temps, il s'agit bien du même monde et des mêmes gens ; de ceux qui, dans la pièce de Marc-Gilbert Sauvageon, font dans la fête organisée et la superstition à l'idée de se



« Frédéric, prince de Hombourg ».

A ne pas manquer pendant l'été

**** « Exercices de style », de Raymond Queneau, mise en scène de Jacques Seiler avec Jacques Seiler, Jacques Boudet, Danièle Lebrun ; Théâtre du Montparnasse : 320.89.90 jusqu'au 28 juillet.***

Succès apparemment inépuisable : Jacques Seiler ne cesse de reprendre les aventures du jeune homme au long cou dans l'autobus S, l'autobusson. Si vous n'y êtes pas encore allés, c'est la dernière ligne droite. A mourir de rire.

**** « le Journal intime de Sally Mara », de Raymond Queneau, mise en scène de Denise Péron avec Stéphanie Loïk ; Théâtre du Lucernaire - Forum : 544.57.34 à 22 h 15.***

Queneau encore. Ou comment une jeune irlandaise va perdre sa virginité. Comme quoi on est toujours trop bon avec les femmes ? Stéphanie Loïk, désopilante. Tiens bon la rampe, Sally !

**** « la Répétition dans la forêt », d'après Shakespeare, mise en scène de Nicolas Bataille ! Festival du Marais, cave de l'Hôtel de Beauvais : 887.74.31 et 278.81.15, jusqu'au 12 juillet.***

Il y a plus de trente ans, Nicolas Bataille mettait en scène « la Cantatrice chauve » de Ionesco au théâtre de la Huchette. Les comédiens ont vieilli, ont parfois été remplacés mais le spectacle dure toujours ! Une référence... Le voici aujourd'hui occuper à désosser « le Songe d'une nuit d'été » de Shakespeare. Hilarant.

**** « Gertrude morte cet après-midi », d'après Gertrude Stein. Adaptation de Monick Lepeu, mise en scène de Rachel Salik ; avec Monick Lepeu et Elisabeth Magnin ; Théâtre de Poche : 548.92.97, jusqu'au 24 juillet à 20 h.***

Couronné par le syndicat de la critique comme « révélation de l'année », un spectacle mettant en scène Gertrude Stein et son amie Alice Toklas.

**** Feruccio Soleri ; Festival de la Mer ; Théâtre de la Mer à Sète : (67) 74.14.44, le 3 août à 21 h 30.***

Un one Arlequin-show par la star du Piccolo teatro de Milan. A lui tout seul, il vaut le déplacement. Et puis, en passant, on peut toujours saluer Vilar, Brassens et Valéry.

**** « Frédéric, prince de Hombourg » de Heinrich Von Kleist, mise en scène de Manfred Karge et Matthias Langhoff, avec Gérard Desarthe, Philippe Clévenot ; Festival d'Avignon ; théâtre municipal : (90) 86.24.43, les 22, 23, 24, 25, 26 et 27 juillet à 21 h 30.***

Si vous l'avez raté à Villeurbanne puis à l'Odéon, vous pouvez toujours vous rabattre sur Avignon. L'ultime œuvre de Kleist démantibulée par deux brechtiens de choc : résultat hystérique garanti et mise en scène trop lourde pour un texte bien faible en définitive. Dommage pour Desarthe et Clévenot qui méritaient mieux, mais le souvenir du trio infernal Gérard Philipe, Jean Vilar et Jeanne Moreau nous brûle encore la mémoire.

retrouver « treize à table ». Une caste figée. Légère et pétillante comme le champagne, sorte de micro-société en trompe-l'œil juste bonne à servir de canevas aux péripéties loufoques du théâtre de boulevard. Ainsi, cette maîtresse de maison qui flippe à l'idée de récolter le chiffre fatidique en nombre d'invités autour de son sapin enrubanné. Ainsi les personnages secondaires : l'ex-aventurier reconverti en p.-d.g. bien pensant, l'Espagnole intrépide à l'œil de braise et au corazon de velours, la jeune mariée nunuche, le médecin bout-en-train...

Ce théâtre-là, sans relief, repose tout entier sur l'art de l'abattage. Et il faut un sacré talent pour nous faire croire à ces zombies, pour nous faire prendre l'ombre pour la lumière et les jeux de mots faciles — « j'ai trouvé mon mari dans les bras de la rousse » « le dictionnaire ? » — pour une écriture réelle. Ce talent, hélas, seule Marthe Mercadier le possède. Vive, drôle, sympa, elle parvient à faire exister son personnage. Autour d'elle, par contre, le désert est impressionnant. Tous nuls. Et c'est peu dire. Mais elle mène la danse. Alors !

* *« Treize à table » de Marc-Gilbert Sauvageon ; mise en scène de René Clermont ; avec Marthe Mercadier, Nicole Van Norden, René Camoin... Théâtre Edouard VII ; 742.57.49 ; 20 h 30.*

Brelan de dames pour Courteline

Hormis l'éternel « Boubouroche » immortalisé par Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, on a peu joué Courteline. La raison de cette bouderie est peut-être simple : trop souvent comparé au théâtre de Feydeau et de Labiche, Courteline paraissait faible à côté de ces deux géants, alors qu'il n'a rien à voir avec eux et se situe bien plus dans les eaux d'un Jarry, par la force de sa caricature et son surréalisme avant la lettre.

« Rue de la Folie Courteline », un montage d'une douzaine de courtes pièces — presque des sketches — que la Comédie Française vient de monter en remplacement de la reprise, initialement prévue, de « la Locandiera » de Goldoni, entend réparer cette injustice.

Chose faite ? Oui et non. Car il y a du bon et du moins bon chez Courteline tout comme dans ce spectacle, au demeurant fort réjouissant. Si certaines satires sont éternelles — « Le Commissaire est bon enfant », « Le Madère », « Gros chagrin » « La peur des coups » — d'autres accusent de sérieuses rides que la mise en scène, volontiers forcée, de Patrice Caurier et Moshe Leiser n'aide pas à rendre transparentes. Resserré, mieux équilibré, le spectacle équilibré, le spectacle gagnerait en efficacité. Mais le plaisir de retrouver, outre Courteline et le classicisme impeccable de son écriture — quelques-unes des stars du Français suffit aussi à notre bonheur. Qu'ils soient tous excellents sur ce plateau relève de l'évidence, mais on reconnaîtra, sans excès de féminisme, que le trio des dames — Denise Gence, Catherine Hiegel, Catherine Ferran — l'emporte haut la main dans l'art de la transformation non-stop. De vraies caméléons !

* *« Rue de la Folie-Courteline », mise en scène de Patrice Caurier et Moshe Leiser ; avec Denise Gence, Catherine Hiegel, Catherine Ferran, Nicolas Silberg, Simon Eine, Richard Fontana... Comédie-Française ; 296.10.20 ; en alternance ; 20 h 30.*

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER



Anouk Aimé dans « Mon premier amour ».

VENDREDI 6 JUILLET :

T.F.1 Numéro Un, émission de Maritie et Gilbert Carpentier ; 20 h 35.

Avec Catherine Deneuve qui va chanter « Prends les hommes pour ce qu'ils ne sont pas ». Ah !

A.2 « Machinations », série de Jean-Pierre Petrolacci ; réalisation de Bruno Gantillon. Episode n° 1 ; 20 h 35.

Cauchemar moderne : les multinationales considérées comme des mantes religieuses dévorant leurs esclaves. Un jeune scientifique s'est jeté à l'eau en publiant un article dénonçant quelques-unes des exactions secrètes de sa boîte. Le voici seul contre le pouvoir. Avec Tcheky Karyo et l'un des comédiens fétiche de Wim Wenders, Rudiger Vogler.

« Un Homme nommé Cheval », d'Elliot Silverstein ; 23 h.

Un aristocrate britannique part chasser aux Etats-Unis où il est enlevé puis séquestré par une tribu indienne qui le surnomme « Cheval ». Un plaidoyer ambigu en faveur de la suprématie blanche.

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « Un tube, pourquoi pas moi ? », reportage d'Annie-Claude Elkaïm ; réalisation Jean-Claude Morin ; 20 h 35.



Mélina Mercouri dans « Cri de femmes ».

Entre le petit conservatoire de la chanson et les radios-crochets, quelques idoles des jeunes à l'état embryonnaire se voyaient déjà en haut de l'affiche.

SAMEDI 7 JUILLET :

T.f.1 Théâtre : « Madame pas dame », de Robert Favart, mise en scène de Marcelle Tassencourt ; 20 h 35.

Littérature boulevardière autour de la Princesse Palatine. Avec Anne-Marie Carrière.

Alfred Hitchcock présente ; 21 h 55.

Chaque samedi de juillet à 21 h 55, un rendez-vous de choc avec Hitch. présentant ses mini-productions télévisuelles réalisées entre 1955 et 1961. Deux minutes trente-cinq de frisson ou les premiers clips de l'angoisse...

A.2 Gala de la presse, émission proposée par Michèle Barbier ; 20 h 35.

A cheval avec Christine Ockrent, dans les malles à magie avec Francine Buchi, aux prises avec des assiettes volantes en compagnie de Claude Serillon et Daniel Grandclément... Pour ceux qui aiment le journalisme où, à chaque instant, il se passe quelque chose.

F.r.3 Concert en direct de Lille : ouverture du « Roi d'Ys » de Lalo et Symphonie fantastique d'Hector Berlioz par l'orchestre national de Lille sous la direction de Jean-Claude Casadesus ; 21 h 25.

DIMANCHE 8 JUILLET :

T.f.1 « Un si joli village », d'Etienne Périer ; 20 h 35.

Enième rediffusion. La toute puissance d'un assassin notable à qui l'on colle un non-lieu parce qu'il domine le village. Avec Victor Lanoux, Jean Carmet et Valérie Mairesse.

A.2 Faits divers : « le Vent du Nord », scénario et dialogues de Richard Caron et Geneviève Cluny ; réalisation d'Alain Dhénaut ; 21 h 45.



Gérard Desarthe dans « les Yeux fermés ».

Chômeur et amoureux d'une petite Hollandaise, un adolescent détourne le car scolaire de son village pour aller la retrouver. Inspiré d'un fait divers réel.

F.r.3 Témoins : Henry Moore réalisation de Thierry Filliard ; 20 h 35.

Henry Moore, sans doute le plus grand sculpteur contemporain vivant, va avoir 86 ans. Ne le manquez pas.

Cinéma de minuit. Cycle Tourneur père et fils : « Toto » ; 22 h 30.

Métamorphose d'une fripouille en homme honnête. Une fable rassurante. Avec Albert Préjean et Renée Saint-Cyr.

L'émission de la semaine : « Mon premier amour », d'Elie Chouraqui, F.r.3, jeudi 12 juillet ; 20 h 35.

Un choix à expliquer. Car « Mon premier amour », premier film d'Elie Chouraqui, est un film raté, sentimental et pleurnichard et tout le reste. Avec des plans interminables, un décor tarabiscoté et un scénario joufflu, sorte de « Love story » romantico-cancéreuse entre une mère qui ne doit pas tarder à mourir et son jeune fils qui l'aime trop. Oui, mais. Mais la mère c'est Anouk Aimée et on ne voit qu'elle pendant une heure cinquante. Anouk Aimée de face, de profil, en peignoir de soie, illuminée par les chandelles d'un dîner en tête à tête... Bref : qui aime cette comédienne secrète et bellissime aura compris. Qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse !

LUNDI 9 JUILLET :

T.f.1 « Trois heures dix pour Yuma », de Delmer Daves ; 20 h 35.

Glenn Ford is the poor lonesome cow-boy of your traditional little western on french television.

A.2 Théâtre : « La Trilogie de la villégiature », de Carlo Goldoni ; mise en scène de Giorgio Strehler. Seconde partie ; 20 h 35.

F.r.3 Kennedy, série de Reg Gadney et Jim Goddard ; épisode n° 2 ; 20 h 35.

MARDI 10 JUILLET :

T.f.1 Cap Canaveral : objectif nature, film de Mark Price et Colin Willock ; 20 h 35.

En Floride, à côté du Centre spatial Kennedy, on trouve encore des tribus d'animaux sauvages. Comme quoi on peut être écolo tout en pariant sur la haute technologie.

Dialogue avec le sacré : l'objet trouvé, l'art Lobi et le commerce d'art africain ; réalisation de Stephane Kurc ; 21 h 55.

« Cri de femmes », de Jules Dassin ; 22 h 20.

En v.o. la rencontre d'une comédienne grecque revenue dans son pays natal interpréter Médée et d'une Américaine meurtrière de ses enfants. Duo-duel entre la littérature et la vérité. A voir pour les performances respectives d'Ellen Burstyn et de Mélina Mercouri.

A.2 « L'Etoile de l'espoir », d'Edmond Krossian ; 20 h 35.

La glorification de l'alliance, au XVIIIe siècle, entre l'Arménie et la Russie. A quand un vrai film sur le génocide des Arméniens par les Turcs ?

F.r.3 « Les oies sauvages », d'Andrew Mac Laglen ; 20 h 35.

Mission de mercenaires anglais contre de vilains Noirs en Afrique ; raciste.

MERCREDI 11 JUILLET :

T.f.1 L'Histoire à la Une : « Un été brûlant » ; réalisation de Claude Givray et Georges Grod ; 21 h 25.

Juillet 44. Un mois pas comme les autres, coincé entre juin, époque du débarquement allié, et août qui va connaître la Libération de Paris.

A.2 Messieurs les Jurés : « l'Affaire Rossy », scénario, dialogues et réalisation d'Alain Franck ; 20 h 35.

La drogue, ses réseaux de distribution, les drames qu'elle provoque mais aussi l'action de ceux qui essayent de venir en aide aux toxicomanes. Avec Victor Garrivier, Olivier Granier et Sady Rebbot.

F.r.3 « Les yeux fermés », de Joël Santoni ; 21 h 50.

Marqué par le suicide d'un ami, un comédien de théâtre aux yeux fatigués s'achète une paire de lunettes noires. Et commence une errance d'aveugle. Avec le remarquable Gérard Desarthe.

JEUDI 12 JUILLET :

A.2 Télévisions du monde, soirée canadienne : « le Mercenaire et l'enfant », téléfilm de Don Mac Brearty ; 20 h 35.

Poussée à bout par la douleur, une jeune mère dont le fils paraplégique a été rapté par l'ex-mari engage un mercenaire prêt à tout pour le retrouver.

F.r.3 « Mon premier amour », d'Elie Chouraqui (voir encadré).

© Fondation Jean Jaurès



Viva

FESTIVALS: MAIS OU SONT LES FASTES D'ANTAN ?

Le plaisir de ne danser qu'un seul été est révolu; crise oblige, on fait ce qu'on peut, du neuf avec du vieux. A Avignon, seul Georges Lavaudant innovera vraiment avec un "Richard III" encore inédit. Bref ruée vers l'art cherche second souffle

PAR FABIAN GASTELLIER

EN Avignon, Bernard Faivre d'Arcier claque la porte mais Ariane Mnouchkine est de retour. Valeur sûre du festival depuis l'an de grâce 1982 où des cars entiers de spectateurs au réflexe théâtral pavlovien avaient pris d'assaut la cour du Palais des Papes, elle remet ça aujourd'hui avec la reprise, la suite mais pas encore la fin de ses Shakespeare orientalisés.

En remake d'il y a deux ans « la Nuit des rois » et « Richard II » ; en création réchauffée, la première partie d'« Henri IV » qui vit le jour en janvier dernier à la Cartoucherie de Vincennes. Aux côtés de Mnouchkine, « le Prince de Hombourg », façon Karge et Langhoff, achèvera une tournée française commencée à Lyon et poursuivie à Paris cependant que Jérôme Deschamps revêtira ses « Blouses » qui datent de 1981, que le théâtre de l'Aquarium installera ses deux Feydeau parisiens (« Feu la mère de Madame » et « Léonie est en avance ») dans la cour de la faculté des sciences et que Jacques Lasalle amènera, cour de l'Oratoire, son « Woyzeck » strasbourgeois.

L'éphémère a vécu

On fait ce qu'on peut, du neuf avec du vieux. Au Palais des Papes, seul Georges Lavaudant innovera vraiment avec un « Richard III » encore inédit et qui ne tardera pas à venir au Théâtre de la Ville. Les autres créations attendues du festival « in » — Alain Ollivier avec Marivaux, Jean-Claude Fall avec un jeune auteur américain, Emily Mann et Jean-Louis Jacopin avec Villiers de l'Isle-Adam — se sont réfugiées au cloître des Célestins, salle Benoît XII et dans l'enceinte de la chapelle des Pénitents blancs avant de se mettre, elles aussi, à se promener à travers la France entière.

Car l'heure est aux spectacles qui tournent, ont tourné ou tourneront. Finie l'époque luxueuse des feux d'artifice d'un soir ou d'une semaine grand maximum. Les fastes d'antan où l'on pouvait se permettre de ne danser qu'un seul été pour le plaisir de l'éphémère sont à présent révolus, crise oblige. Dans les budgets comme dans les mentalités, l'idée du Festival entre parenthèses où l'on applaudissait ce que l'on ne reverrait plus jamais a définitivement disparu, faisant place au système des nécessaires coproductions qui rendent de nouveau le théâtre baladin.

L'art dramatique n'est d'ailleurs pas le seul frappé. La musique, la danse aussi se serrent la ceinture. Si les Chorégies d'Orange demeurent encore le lieu d'une expérience unique du fait de son « mur» difficilement exportable et sur lequel repose toujours toute scénographie, on a quand même fini par passer des accords avec France-Musique et certaines chaînes de télévision qui assurent la retransmission, en direct ou bien en différé, des opéras. Il en va de même à Aix-en-Provence où l'exiguïté du lieu ne permet plus de satisfaire les demandes de plus en plus nombreuses du public.

Le relai des médias et la politique des co-productions permettent sans doute une certaine démocratisation de l'art lyrique qui n'a jamais été bon marché surtout en période de Festival. Bien plus de gens — et à moindres frais — peuvent à présent profiter des spectacles qui brillent en juillet, août et septembre aux quatre coins de l'Hexagone comme du monde entier. On oublie le climat spécifique de ces fêtes en plein air que sont Avignon, Aix ou Orange et l'on se branche sur sa télé. Ou bien, avec un peu de patience, on attend que telle pièce ou tel opéra encensé par la critique estivale fasse escale au théâtre du coin pour aller l'applaudir. Même à Salzbourg il arrive que des productions soient exportées et il ne reste guère que Bayreuth, parmi les grands festivals européens, à conserver jalousement ses spectacles.

Certes. Et l'on ne peut rien contre cette évidence : la notion d'événement n'a presque plus cours de nos jours.

La règle des trois unités

Mais que l'on ne vienne pas pour autant crier à la victoire sur l'élitisme. Ce serait aller trop vite en besogne. Les spectateurs d'Avignon comme bon nombre de ceux d'Orange ne roulent pas en Rolls. Ici et là, la ruée vers l'art rameutait un peu tout le monde, des étudiants, des enseignants, des commerçants. Peu d'ouvriers, bien sûr, mais déjà sous Vilar... Un public qui répond toujours présent, un peu élargi bien que peu renouvelé ; un public qui vient d'obliger les Chorégies à doubler la représentation de « Carmen » fin juillet tant il s'est massivement pressé aux guichets de location... Pourtant, dans les rues d'Avignon, les visiteurs répondent volontiers qu'ils ne se sentent plus autant mobilisés qu'avant. Un avant qui varie selon les âges, allant du souvenir des fulgurances d'un Jean Vilar, d'un Gérard Philipe aux transes plus récentes du Living Theater. Fidèles, ils le sont encore. Des maniaques de la bougeotte, en quelque sorte, qui ont élu des rendez-vous privilégiés avec le théâtre et s'y tiennent.

Jusqu'à quand ?

Aura-t-on toujours envie de se déplacer pour des instants désormais facilement récupérables ? « Moi, c'est fini, je ne viens plus, avouait en 1982 un jeune étudiant de passage en Avignon. Tout ce qui est au programme, je pourrai le revoir dans d'autres villes de France à d'autres moments de l'année. Le voyage n'est plus rentable. Ou bien, alors, c'est un pèlerinage. » Et si c'était cela, l'ultime fil sur lequel dansent encore les festivals ? Le pèlerinage, la cure d'intoxication de théâtre ou d'art lyrique ? Le maximum de choses dans le minimum de temps et l'espace géographique le plus restreint possible ? Une sorte de loi hyperclassique des trois unités en quelque sorte...

Recette miracle

Paradoxalement, des minifestivals ne cessent d'éclore en France. Il n'est pas un bosquet, pas une plaine qui ne connaissent ses feux de la rampe. Le plus souvent animés par des amateurs qui se paient la gaufre des tréteaux et du « Malade imaginaire » en plein air. Et les manifestations, là aussi, bien que peu onéreuses, finissent toujours pas souffrir du manque d'argent dès que le succès les touche.

Le problème est-il uniquement d'ordre pécuniaire ? Les productions — théâtrales comme lyriques — sont certes de plus en plus lourdes et coûteuses. Sans parler des cachets exorbitants réclamés par les chanteurs. Et notre époque grise mine est obligée de compter plutôt deux fois qu'une avant chaque dépense... Pourtat, si l'on connaît un septennat où la culture a été prioritaire et demeure plus que décemment traitée, c'est bien le nôtre. Mais tout ne dépend pas toujours de lui et lorsque les querelles de clochers s'en mêlent, on voit où cela mène un Faivre d'Arcier...

Alors, moribonds les festivals ? Côté fréquentations, c'est plutôt l'hypertension qui les guette. Mais la machine tourne presque à vide. Manque de moyens ou manque d'idées ? Même à Cannes, on se plaint que les films de la sélection sortent simultanément sur les écrans de cinéma. On court encore après le fantôme de l'instant unique. Déjà Paul Puaux, lors de son départ d'Avignon, soupirait en tirant sur son éternelle pipe qu'il était peut-être dans l'ordre des choses que ce Festival s'achève ; que l'invention de Vilar devait sans doute finir par s'émousser après tant d'année d'existence.. A moins de trouver la recette miracle du second souffle. Avis aux amateurs !



Bernand

« La nuit des rois » vue par Ariane Mnouchkine.



« Richard III », vu par Georges Lavaudant.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325